

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1922.

Proposition de loi concernant l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle.

DEVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La présente proposition de loi fait suite à diverses initiatives de membres du Parlement (voir annexe I). Elle est en même temps le résultat d'un travail préparatoire dont l'honneur revient pour une large part aux compétences extraparlémentaires qui ont bien voulu s'y associer (voir annexe III). Rappelons d'un mot ces rétroactes.

Le 7 mai 1919, le soussigné avait l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle (1).

En septembre 1919, le Conseil Supérieur des Métiers et Négoces, mettant à l'étude la question du petit crédit, fit à cette proposition la faveur de la prendre pour base de ses travaux. Il y apporta quelques légères modifications, mais, ainsi qu'on en pourra juger ci-après (voir annexe I), il en maintint les principes et la structure générale, tout en y introduisant plus de souplesse et de précision.

Les amendements du Conseil Supérieur des Métiers et Négoces ayant été exactement conformes à l'esprit de la proposition primitive, nous avons été heureux de pouvoir nous y rallier et c'est ce qui nous permet de saisir actuellement la Chambre d'un texte parfaitement mis au point, passé au crible d'un examen approfondi au sein d'une assemblée composée de spécialistes éminents et de représentants des classes moyennes.

L'objet que nous avons poursuivi est triple :

1° Jeter les bases d'une organisation autonome du crédit aux classes moyennes.

(1) Proposition reprise pendant la session dernière et déposée le 22 janvier 1920, par M. Royers, député d'Anvers.

Cette organisation comporte l'existence d'un Institut National de Crédit à la petite bourgeoisie dont la mission est de présider à la fondation de caisses locales ou régionales et de surveiller le fonctionnement de celles-ci.

2° Créer le type de ces caisses : associations coopératives de crédit qui seront, comme aujourd'hui les mutualités, soumises à certaines conditions d'agrément.

3° Accorder à l'ensemble de cette organisation l'appui de l'État qui est autorisé à garantir à concurrence de 50 millions l'ensemble des opérations de l'Institut National en vue de l'objet de la présente loi.

On se rappellera que dans le courant de l'année 1919, S.M. le Roi, dans la pensée de venir en aide aux classes moyennes tant éprouvées par les années de guerre, avait, d'un geste plein de générosité, constitué un fonds de garantie de 500,000 francs destiné à faciliter l'obtention d'avances et de crédits aux petits industriels, commerçants et artisans. C'est à la suite de cette initiative que se créèrent dans divers centres des coopératives de crédit, dont le but fut d'aider à reconstituer les petites entreprises commerciales et industrielles atteintes par la guerre et qui rendirent effectivement de précieux services.

La proposition que nous avons l'avantage de vous soumettre permettra de conférer un caractère organique et permanent à cet effort si méritoire; elle lui apporte l'aide solidaire de la Nation toute entière. Elle répond à un vœu maintes fois émis au sein du Congrès des classes moyennes. Elle complète la loi précédemment votée par la Chambre sur la mise en gage du fonds de commerce (loi du 25 octobre 1919), en créant les établissements qui pourront vulgariser et faire entrer dans la pratique courante l'usage de ce nouvel instrument de crédit. Elle applique le principe de la mutualité au développement du petit crédit et organise ce dernier dans des conditions spéciales, parfaitement adaptées aux exigences toutes particulières qui le caractérisent.

La portée générale de la proposition étant ainsi définie, nous nous référons, pour le surplus, aux documents que nous publions en annexe. On y trouvera tous les développements utiles. Ce sont :

1° L'exposé des motifs de la proposition déposée le 7 mai 1919;

2° Le texte de cette proposition;

3° Le rapport du Conseil Supérieur des Métiers et Négoces sur l'avant-projet adopté par lui.

On constatera que le Conseil Supérieur des Métiers et Négoces a écarté l'intervention de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie qui était prévue dans notre proposition originale, que l'objet des caisses locales ou régionales est, dans le texte nouveau, plus amplement défini (art. 3), qu'enfin les conditions d'agrément sont rendues plus strictes (art. 5). Ces modifications nous paraissent des plus heureuses et nous y souscrivons sans restriction. Tout le surplus de notre proposition est resté presque identique. Ainsi cette proposition revient devant les Chambres revêtue de l'autorité que lui confère l'approbation du Conseil Supérieur des Métiers et Négoces.

Nous avons l'assurance que la Chambre voulant témoigner sa sollicitude aux classes moyennes, lui accordera, à son tour, son unanime adhésion.

EDOUARD PECHER.

Annexe I.

Exposé des motifs de la proposition de loi du 7 mai 1919.

MESSIEURS,

Le problème du crédit aux classes moyennes n'a cessé, au cours de ces vingt dernières années, de préoccuper le législateur belge, sans qu'une solution organique et d'ensemble ait pu jusqu'à présent intervenir. A diverses reprises, le Parlement fut saisi de propositions qui, faisant écho à des vœux nombreux et instants, s'efforçaient d'apporter des formules possibles de réalisation.

Dès 1900, l'honorable M. Théodor avait, à l'occasion de la discussion du projet de loi prorogeant la durée de la Banque Nationale, déposé un amendement dont l'objet était de demander à celle-ci « de mettre à la disposition du Gouvernement une somme de 20 millions, sans intérêt, pour l'organisation et le développement du petit crédit rural et urbain (1) ». Tout en rendant hommage aux intentions qui avaient inspiré cette proposition, la Chambre ne crut pas pouvoir imposer à notre premier établissement de crédit une charge relativement lourde qui, de plus, l'aurait fait sortir de son rôle traditionnel de banque d'émission et d'escompte, pour l'engager dans la voie du crédit industriel et commercial, à moyen ou à long terme. Le problème demeurait donc entier. Entretemps, des enquêtes sur la situation de la petite bourgeoisie se poursuivaient et venaient confirmer, la nécessité urgente d'une intervention législative. Le rapport très documenté, présenté par notre collègue M. Dallemagne au groupe de la petite bourgeoisie de la Chambre, détermina le dépôt d'une proposition de loi portant « Création et dotation d'une Caisse centrale de crédit professionnel (2) ». Ce projet fut examiné et modifié par une commission spéciale, puis rapporté par l'honorable M. Francotte (3). Déposé en sa forme nouvelle par M. Dallemagne, le 19 novembre 1912 (4), il figure encore à l'ordre du jour de nos débats. Il réclame à l'État une dotation de cinq millions en faveur d'un organisme central qui aurait pour but de consolider et généraliser le petit crédit, à l'intervention des associations. Enfin, la Chambre demeure saisie d'une proposition de l'honorable M. Franck dont l'objet, quelque peu différent, est d'élargir les bases du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle, en rendant légalement possible la mise en gage du fonds de commerce et l'endossement de la facture (5).

Ces initiatives multiples et les études qui les préparèrent avaient mûri la ques-

(1) Chambre des Représentants. Séances des 2, 6 et 7 février 1900.

(2) Doc. n° 6. Session de 1909-1910.

(3) Doc. n° 115. Session de 1911-1912.

(4) Doc. n° 26. Session de 1912-1913.

(5) Doc. n° 28. Session de 1913-1914. Cette proposition Franck est devenue la loi du 25 octobre 1919.

tion, au point que déjà pouvaient s'entrevoir les grandes lignes d'une organisation complète du petit crédit urbain.

Mais la guerre est venue interrompre ces travaux. Comme une rafale amoncelant des ruines, elle a atteint de façon particulièrement cruelle la petite bourgeoisie. Quantité d'artisans, de détaillants, n'ont point résisté à la terrible épreuve et sont actuellement dans le dénuement. Avec un courage et une dignité admirables, ils firent front à la fortune adverse, soutenus par le fier souci de ne point étaler leur misère, mais épuisant les bien modestes réserves qui étaient la seule chance de survie de leurs petites entreprises. Que de souffrances matérielles et morales, quel effondrement de perspectives heureuses, fruit de longues années de constant et patient labeur ! Comment remettre sur pied l'atelier ? Comment acheter les machines nécessaires ? Comment se fournir à nouveau en matières premières et reconstituer le fonds de commerce ? Qui procurera les disponibilités nécessaires à cette réédification ?

Ainsi donc, l'organisation de crédit à la petite bourgeoisie, qui apparaissait avant la guerre comme une question déjà importante, est aujourd'hui la condition même du maintien, dans l'ordre social de cette catégorie si vivante et si intéressante de notre population.

Le danger qui la menace dans son existence nous trace notre devoir vis-à-vis d'elle. Rappelons ces paroles d'un ancien Ministre du Travail : « Il importe qu'entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, la distance soit comblée par la classe moyenne qui caractérise la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail. Il est indispensable au règne de la bonne harmonie dans la société que l'échelle présente, entre son échelon le plus bas et son échelon le plus élevé, une série d'échelons intermédiaires reliant les extrêmes par des degrés plus nombreux qu'espacés. »

Un appel à la charité, à l'initiative privée, au dévouement d'hommes d'œuvres, à l'intervention de citoyens généreux pour constituer un fonds de crédit, ne serait qu'un palliatif insuffisant à tant d'infortune, un effort louable mais qui ne répondrait guère à la grandeur de la tâche à accomplir. Il importe que la collectivité toute entière prenne conscience du devoir social qui lui incombe et que, dans un esprit largement patriotique, elle apporte à la petite bourgeoisie l'aide solidaire du pays. Fixons donc sans délai le plan d'une législation complète et d'application générale qui sera à la fois l'outil de relèvement d'une classe sociale durement éprouvée, et un facteur puissant de développement pour notre productivité nationale.

*
* *

La crise pénible que traversa la petite bourgeoisie pendant la guerre suscita de divers côtés des initiatives intéressantes, destinées à lui faciliter l'obtention de crédit.

Il ne s'agit point ici d'avances nécessaires à la subsistance des secourus, mais de crédits à la production, ouverts à de petits industriels ou commerçants pour assurer le maintien en activité de leurs entreprises. Un type d'organisation de ce genre fut réalisé dans l'arrondissement de Gand. Un Comité local de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante fut institué. Il procura des avances aux

petits commerçants et industriels du ressort, en faisant escompter leurs acceptations par une Banque, et ce dans les limites des garanties de crédit qui lui fournirent la ville de Gand et une série de communes voisines, ainsi que le Comité National. A la date du 1^{er} janvier 1919, le nombre des prêts s'élevait à 519, portant sur un montant de 209,217 francs, dont un tiers avait déjà pu être remboursé. Grâce à cette activité fructueuse, de nombreux horticulteurs furent sauvés de la ruine qui déjà les menaçait. Ainsi se trouva préservée une branche importante de notre petite industrie.

Nous pourrions faire suivre cet exemple de bien d'autres, car les œuvres de ce genre ne manquèrent pas. Tentatives fragmentaires, certes, mais qui apportèrent à l'étude de la question du petit crédit des éléments nouveaux dignes d'être retenus. Un trait les caractérise, c'est l'effort conjugué de tous les pouvoirs publics, notamment des communes, pour assurer aux organismes de crédit une vitalité suffisante. Il y a là une tendance à encourager et qui répond d'ailleurs à une fort louable préoccupation sociale : chaque commune n'est-elle pas intéressée à l'efflorescence des métiers et des petites industries établies sur son territoire ? Aux administrations locales de protéger l'essor de ces petites entreprises qui furent toujours un des éléments les plus féconds de notre prospérité économique. Enregistrons avec satisfaction le vote récent du Conseil communal d'Anvers constituant un crédit d'un million, destiné à garantir des avances à faire aux classes moyennes. Ce beau geste ne manquera point d'être imité.

Une initiative analogue mais plus vaste s'est fait jour en Hollande au cours de la guerre. La situation de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante fit l'objet, en février 1915, d'un rapport du Ministre des Finances Treub (1) en conclusion duquel il proposait un système d'organisation du crédit qui fut appliqué avec un plein succès.

Partant de l'idée qu'il y avait lieu d'assurer pendant la période de la guerre l'existence des petites entreprises qui étaient prospères antérieurement, il suggérait le mode suivant d'intervention : le preneur de crédit s'adresse à une banque populaire ou à une coopérative de crédit agréée qui examine sa demande ; si elle lui paraît rentrer dans l'une des catégories susceptibles de mériter l'aide de l'État, elle la transmet avec toutes les données utiles et par l'intermédiaire de l'établissement central auquel elle est affiliée, à une commission officielle. Cette commission, par l'organe d'un fonctionnaire, spécialement mandaté à cet effet par le Ministre des Finances, détermine la mesure dans laquelle la garantie de l'État sera accordée pour le crédit spécial envisagé, chaque crédit ne pouvant dépasser 1,000 florins, et la garantie de l'État (risque contre perte) couvrant en général 55 p. c. de ce montant. Au 1^{er} août 1916, 1,400 demandes avaient été examinées, 640 crédits avaient été ouverts, représentant un total de 630,000 florins. Les grandes villes avaient fort utilement coopéré à cette œuvre par les garanties de crédit qu'elles avaient, de leur côté, consenties.

*
* *

(1) TREUB. *Het Middenstandskrediet*. (Oorlogstijd. Herinneringen en indrukken, pp. 218 et suiv., 1917.)

Les faits que nous venons de signaler apparaissent comme autant d'apports utiles à la solution du problème qui nous occupe. Il en est un dernier à rapprocher des précédents.

Bien des discussions se sont produites quant au choix de l'organisme central qui servirait de base à l'organisation du petit crédit; nous y avons fait allusion au début de ces développements. Quel serait l'établissement dispensateur des avances? Il fut suggéré de s'adresser à la Banque Nationale. Mais n'était-ce pas entraîner celle-ci à des opérations ne répondant pas au but pour lequel elle a été instituée? N'était-il pas préférable de s'orienter vers la Caisse d'Épargne, mais alors la création d'un organisme spécialement bancaire ne s'imposait-elle pas?

Voici qu'un fait nouveau vient de se produire, la création de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Aux termes de l'article 3 de ses statuts, « elle a pour objet de consentir des avances destinées à l'amélioration, la transformation ou le développement d'entreprises industrielles et commerciales belges ». Par la mobilisation de créances à moyen et à long terme, elle répond aux exigences du crédit commercial et industriel. Son but se confond donc avec celui que nous poursuivons, à une condition toutefois, c'est que l'institution nouvelle ait à cœur de ne point limiter son action utile aux grandes entreprises, mais d'en faire profiter la foule des humbles des artisans et des détaillants qui ont un droit égal à son appui. Pour réaliser cet objectif, une certaine adaptation aux conditions toutes particulières du petit crédit est, d'après nous, indispensable : il y aura lieu, en effet, d'organiser des caisses ou associations coopératives locales ou régionales de crédit parmi une clientèle fermée, et de pourvoir à un contrôle assez strict de la gestion de ces caisses, afin de mesurer la valeur de la garantie que chacune est susceptible de fournir vis-à-vis de l'établissement central distributeur de crédit. Il faudra, en outre, imposer le respect de certaines règles d'administration pour éviter que l'organisation du petit crédit ne dévie de son but : enquêtes sur la destination des emprunts, limitation des avances à consentir, des dividendes à distribuer, formation d'une réserve minima. Il faudra au mécanisme nouveau un organe régulateur et compensateur auquel chacune des associations locales pourra faire appel pour les avances à fournir, pour le réescompte des effets, pour le placement des dépôts. Enfin, il n'est que juste qu'à cette direction soient appelés, pour partie tout au moins, les intéressés eux-mêmes, les délégués des banques et caisses locales, spécialistes du petit crédit, qui y apporteront l'acquit d'une expérience ancienne et seront aussi les mieux à même d'introduire dans le fonctionnement du système nouveau l'unité de vue désirable. A cette tâche si complexe, qui n'est pas seulement de *gestion*, mais aussi d'*éducation* et de *propagande*, la Société Nationale de Crédit ne pourrait suffire. C'est ce qui nous amène à proposer la création d'un Institut National de Crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle, qui présidera à l'œuvre de l'organisation du petit crédit. Il la facilitera de toutes façons, en s'occupant par priorité des petites entreprises existant avant la guerre et susceptibles d'être ramenées à leur prospérité antérieure, notamment celles appartenant à des militaires appelés sous les drapeaux. Il y a là un privilège légitime en faveur de ceux qui ont été éloignés du foyer par le service de la patrie (art. 1 et 2).

Quels seront les principes directeurs de l'organisation projetée ?

De toutes les difficultés à vaincre en la matière, la principale résulte de l'impossibilité, bien souvent signalée, où se trouvent le petit commerçant et l'artisan de fournir des sûretés quelque peu sérieuses en garantie des avances qui leur sont faites

Ni la constitution d'hypothèques, ni la mise en gage de titres ou de valeurs ne sont à leur portée, vu l'exiguïté de leurs ressources. Le plus souvent, ils ne pourront pas davantage offrir la garantie personnelle d'une caution. Ils ne possèdent pas de traites à donner à l'escompte, le règlement se faisant sur facture, parfois après de longs délais. Les réformes suggérées par l'honorable M. Franck, à savoir la mise en gage du fonds de commerce et l'endossement de la facture, sont de nature à améliorer cette situation si critique. Mais le véritable moyen ne doit-il pas être cherché ailleurs et ne consiste-t-il pas à asseoir l'organisation du petit crédit sur le principe de l'association, du groupement et de la responsabilité mutuelle des intéressés ? Cette méthode s'est démontrée admirablement féconde en matière de crédit agricole. Pourquoi ne point s'efforcer d'en faire bénéficier les artisans et les petits commerçants ? Certes, il y aurait, pour les y déterminer, une œuvre de propagande et d'éducation à entamer. Il y aurait à lutter contre les fâcheuses tendances d'un esprit trop particulariste, né d'une concurrence trop âpre et des conditions difficiles où les intéressés ont à exercer leur profession. Il ne faut pas se dissimuler, d'autre part, qu'une transposition dans le domaine du crédit urbain des principes de Raiffeisen et notamment de la notion d'une responsabilité illimitée ne serait guère possible : la crainte d'engagements trop lourds auxquels ils pourraient être entraînés serait plutôt de nature à détourner les intéressés de tout groupement. Il n'en est pas moins vrai que le principe du crédit mutuel demeure en soi excellent et qu'en l'adaptant, avec prudence et sagacité, aux nécessités du petit crédit urbain, on peut espérer de son application un grand bienfait social. Pour y réussir, deux conditions semblent requises : ne point se livrer à des improvisations, à des tentatives sans lien ni coordination, mais faire rentrer toute cette action dans le cadre d'une organisation d'ensemble, raisonnée et scientifique ; — il faut de plus que l'appui des pouvoirs publics lui soit largement, généreusement assuré.

Dans cet ordre d'idées, on pourrait concevoir, semble-t-il, que puissent être agréées des associations coopératives de crédit dont l'objet serait triple : elles feraient des avances à leurs membres, elles escompteraient les effets ou promesses présentés par ceux-ci, elles recevraient des dépôts productifs d'intérêt. Leurs règlements seraient dûment approuvés par l'Institut National. (Art. 5 et 4)

L'idée de lucre serait exclue, ou atténuée dans toute la mesure possible, en vue de la mise en pratique la plus stricte de cette formule précise et juste de M. Lambrechts, l'auteur de tant d'études intéressantes en matière de crédit : « Donner à l'emprunteur tout le crédit utile au prix de revient » (1).

(1) Conférence des Présidents des Conseils d'administration des Banques populaires de Belgique. Séance du 19 juillet 1907. V. *Bulletin de l'Office des Classes moyennes*, 15 octobre 1907.

La revendication primordiale des petits commerçants et industriels porte, en effet, sur le bon marché du crédit à obtenir.

Nous pensons qu'il serait peu avisé de ne pas faire appel à la collaboration précieuse des établissements de crédit (Unions et Banques Populaires) existant actuellement. Il sera sans doute facile à la plupart d'entre eux de s'adapter, moyennant quelques légères modifications, aux conditions de la loi et de participer au fonctionnement de celle-ci. Ces conditions, extrêmement larges, sont précisées par l'article 5. Elles se justifient par l'ensemble des considérations que nous avons développées plus haut. Elles se résument plutôt à une énumération de principes définissant le type de coopérative de crédit qui nous paraît répondre le plus exactement au but poursuivi. A l'intérieur des limites tracées par ces règles générales, une liberté aussi complète que possible est laissée aux organismes locaux sous réserve des décisions à prendre par l'Institut National.

Ce système présente à la fois le maximum de souplesse et le maximum de garanties désirables.

*
* *

Quelle sera la procédure suivie pour l'obtention du crédit ?

Les caisses locales ou régionales recevront les demandes d'avances de leurs membres. Ceux-ci devront faire connaître de façon précise la destination des fonds empruntés ainsi que les garanties offertes. La caisse, après s'être livrée éventuellement à une information préalable, apprécie la suite à donner à la demande. Elle fait connaître ses conclusions à l'Institut National qui fixe à son tour, vis-à-vis de la caisse locale, la mesure dans laquelle il accorde son intervention. Des avances périodiques sont allouées par l'Institut à chaque caisse locale ou régionale. (Art. 6 et 7.)

Cette collaboration étroite entre l'Institut et les caisses locales ne sera possible que moyennant un contrôle extrêmement étroit sur la comptabilité de celles-ci, ainsi que sur tous les éléments des opérations de prêts qui seront proposées. Des enquêtes minutieuses seront souvent nécessaires et elles auront pour objet de vérifier que le prêt sollicité n'est point simplement un prêt de consommation. La portée de ces investigations apparaît à la lecture du questionnaire ci-dessous, utilisé par certaines caisses de crédit italiennes (1) :

Quel est le but qui vous fait emprunter ?

Pourquoi votre fournisseur ne vous donne-t-il pas de crédit, ou pourquoi ce crédit ne vous agréait-il pas ?

Quel est ce fournisseur ?

Indiquez-nous quelques-uns de vos fournisseurs chez qui nous pouvons recueillir des renseignements ?

Où comptez-vous vous établir ?

Quelle est la condition sociale de vos clients actuels ?

Donnez-nous quelques noms ?

Quel est votre chiffre d'affaires ?

(1) Communication de M. Lambrechts à la Conférence des Présidents des Conseils d'administration des Banques populaires de Belgique — Séance du 23 juillet 1907.

Quels sont vos bénéfices approximatifs ?

Avez-vous bien étudié les conditions de la concurrence ?

Quels sont les calculs que vous avez faits pour vous décider à solliciter cet emprunt ?

Comment escomptez-vous, au moyen de cet emprunt, un plus grand profit ?

Ce profit sera-t-il suffisant pour le remboursement du capital et des intérêts ?

Comment nous prouverez-vous l'emploi de l'argent ?

Comment voulez-vous être contrôlé ?

Les agences de l'Institut National, créées dans chaque arrondissement, pourront éventuellement contrôler la véracité des renseignements fournis.

Ainsi l'assurance contre le risque de pertes apportée par l'Institut National trouvera sa contre-partie dans des garanties réelles, personnelles ou morales fournies par les intéressés et sérieusement examinées.

Il faut prévoir l'impossibilité où se trouveraient les petits commerçants et industriels de constituer des coopératives de crédit, ce qui peut être le cas pour ceux qui vivent isolés de toute localité, ou ceux qui n'ont pu se faire admettre dans les coopératives existantes. Il serait injuste de les abandonner à leur sort. Aussi est-il admis qu'ils pourront s'adresser, en cette hypothèse, directement à l'Institut National ou à son agence du ressort et obtenir des avances sans passer par l'intermédiaire d'une caisse locale. Les conditions d'octroi du crédit se ressentiront nécessairement de ce que l'Institut National ne se trouve point en présence d'une Caisse répondant vis-à-vis de lui de la solvabilité du requérant, et il y aura lieu dans ce cas de solliciter de ce dernier des sûretés réelles ou personnelles couvrant de façon plus complète les avances qu'il désire obtenir. (Art. 8.)

*
* * *

Nous avons exposé les raisons qui nous font espérer de l'État une intervention effective pour rendre possible le fonctionnement de cette organisation. Celle-ci serait fournie sous forme d'une garantie couvrant à concurrence de 50 millions les crédits à obtenir en vue de l'objet de la présente loi. Cette garantie permettrait à l'Institut National de se constituer les ressources nécessaires dans des conditions favorables. Elles proviendraient, d'une part, d'avances de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, qui réaliserait ainsi indirectement l'un des buts de sa mission, d'autre part, de prêts consentis par la Caisse d'Épargne et de Retraite. L'intervention de celle-ci est tout indiquée. Ainsi que le faisait observer M. Viet. Brants (1), « les fonds des caisses d'épargne sont de ceux qui peuvent avec prudence servir à » consolider et encourager les initiatives populaires ou moyennes; ce sont des » ressources fécondes qu'il ne faut pas immobiliser. Il ne faut pas que ce soient » des forces perdues, selon le mot de M. Georges Picot. On le comprend en Alle- » magne; on l'a compris en Belgique avec des applications différentes ». L'honorable M. Cooreman, dans les conclusions de son enquête si approfondie sur le « crédit à obtenir pour les classes moyennes » (2), recommande, lui aussi, de recourir à « l'appui financier de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite pour

(1) Viet. BRANTS, *La Petite Industrie contemporaine*, Paris, 1912.

(2) Commission Nationale de la Petite Bourgeoisie. Mémoires et documents. Tome III, page 127.

les organismes distributeurs de crédit au petit commerce » (art. 9 et 10). Enfin, l'Institut National aura la garde des réserves des caisses locales ou régionales et pourra recevoir de celles-ci des dépôts productifs d'intérêt, sous réserve de n'affecter son actif qu'à des placements particulièrement sûrs, déterminés par la loi (art. 12).

Les communes ont la faculté de faire des avances aux caisses locales ou de garantir les opérations de celles-ci, moyennant d'y être autorisées par le Roi. Nous avons indiqué la légitimité de cette intervention (art. 11).

L'article 13 institue un privilège sur l'ensemble des biens meubles du débiteur, en garantie des crédits consentis. Il y a là, pour les Caisses locales ou régionales, une sécurité supplémentaire en cas de mauvaise fin des opérations de prêts réalisées par elles.

*
* *

Les articles 14 à 18 concernent le mode d'administration de l'Institut National. Ils prévoient la création d'un conseil supérieur de 9 membres, nommés par le Roi, un tiers étant choisi au sein du conseil d'administration de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou parmi des délégués désignés par ce conseil, un tiers parmi les administrateurs des caisses locales ou régionales. Ce mode de désignation assurera l'unité de vues nécessaire entre les divers organismes appelés à participer à l'administration de l'Institut. Une large part est réservée aux intéressés, qui y apporteront leur compétence spéciale et leur expérience acquise. Un commissaire, nommé par le Roi, représente l'État près le conseil supérieur. Il surveille l'ensemble des opérations et fait rapport de tous actes qui ne lui paraîtraient pas conformes à l'intérêt national.

Le conseil supérieur contrôle les caisses locales ou régionales, et est lui-même l'objet d'un contrôle constant de l'État. Chaque année, le Ministre des Finances fait rapport aux Chambres au sujet de son activité ; ses comptes et budgets sont publiés en annexe au budget du Ministère des Finances.

Ainsi donc se trouvent agencés et coordonnés tous les éléments du problème.

Sous le patronage et grâce à l'aide de nos grands établissements de crédit, les associations mutuelles, fruit de la coopération des humbles, seront l'assise de l'organisation nouvelle. Tous les efforts seront unis en vue de la réalisation d'une œuvre réparatrice et féconde, de haute portée sociale.

Puissions-nous sans tarder ouvrir les voies à une réforme aussi intimement liée à la renaissance de la Patrie.

ÉDOUARD PECHER.



Annexe II.

Texte de la proposition de loi du 7 mai 1919.

CHAPITRE I.

But et organisation.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un Institut National de Crédit à la petite bourgeoisie commerciale et industrielle.

Cet établissement est doté de la personnalité civile et fonctionne sous le contrôle de l'État.

Son siège est à Bruxelles. Des agences pourront être créées dans chaque chef-lieu de province ou d'arrondissement.

ART. 2.

L'Institut National de Crédit a pour objet d'organiser et de faciliter le crédit aux petites entreprises commerciales et industrielles.

Pendant la période de reconstitution du pays, il favorisera, par priorité, les petites entreprises existant avant la guerre et susceptibles d'être ramenées à leur prospérité antérieure, notamment celles appartenant à des militaires appelés sous les armes au cours des hostilités.

ART. 3.

Peuvent être agréées par l'Institut National de Crédit, en vue de l'application de la présente loi, les Caisses locales ou régionales de Crédit à la petite bourgeoisie commerciale et industrielle, constituées sous la forme d'associations coopératives de crédit et ayant pour objet :

- a) De faire des avances à leurs membres ;
- b) D'escompter les effets ou promesses présentées par ceux-ci ;
- c) De recevoir des dépôts productifs d'intérêts.

ART. 4.

Les Caisses agréées sont régies par leurs règlements dûment approuvés par l'Institut.

Le règlement déterminera le ressort auquel s'étend l'activité de chaque caisse.

ART. 5.

L'institut se conformera, dans l'approbation des règlements, aux prescriptions de la loi du 16 mars 1901 concernant les Unions du crédit et, en outre, aux conditions suivantes :

a) Admission de membres limitée aux petits commerçants et industriels du ressort;

b) Versement par ceux-ci au fonds social d'une souscription minima et détermination du crédit consenti, eu égard au montant de cette souscription, dans les limites et d'après les modalités arrêtées par l'Institut National de Crédit;

c) Limitation des dividendes à servir aux associés, du montant des parts sociales, du taux d'intérêt, de la durée et de l'import du crédit à accorder à chaque membre; constitution d'une réserve minima, dans la mesure imposée par l'Institut National de Crédit;

d) Responsabilité des associés à concurrence du crédit qui leur est ouvert;

e) Contrôle de la comptabilité des Caisses par l'Institut National de Crédit;

f) Dissolution autorisée seulement moyennant avis conforme de l'Institut National de Crédit;

g) Interdiction d'imposer à leurs membres des dispositions statutaires restrictives d'ordre politique, confessionnel ou philosophique.

CHAPITRE II.

Fonctionnement.

ART. 6.

Les demandes de crédit sont introduites auprès des Caisses locales ou régionales. L'intéressé y fait connaître, de façon précise et complète, l'emploi qu'il compte faire des fonds sollicités ainsi que les sûretés offertes en garantie des avances à intervenir.

ART. 7.

La Caisse saisie, après information et délibération, transmet à l'Institut National ou à sa succursale du ressort, les demandes, [en y joignant tous les éléments d'appréciation utiles ainsi que ses avis et la décision prise quant à l'import du crédit à accorder.

L'Institut National fixe périodiquement le chiffre des avances à allouer à chaque Caisse locale ou régionale.

ART. 8.

En l'absence de Caisses locales ou régionales, les demandes pourront être adressées directement à la succursale la plus proche de l'Institut National, qui appréciera la valeur des garanties offertes. Celles-ci pourront être soit réelles, soit personnelles, et de telle nature jugée convenable par l'Institut National; elles pour-

ront résulter d'un engagement pris en faveur de l'intéressé par un établissement de crédit, banque populaire ou banque privée.

ART. 9.

L'État est autorisé à garantir à concurrence de 50 millions l'ensemble des crédits à obtenir par l'Institut National, en vue de l'objet de la présente loi.

Les avances nécessaires seront faites à l'Institut National, par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

L'Institut National, peut se procurer des ressources par d'autres voies et moyens, sous le contrôle du commissaire du Gouvernement désigné à l'article 16 ci-après.

ART. 10.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est autorisée à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts consentis à l'Institut National de Crédit.

ART. 11.

Les communes ont la faculté de faire des avances aux caisses locales ou de leur consentir des garanties de crédit moyennant d'y être autorisées par le Roi.

ART. 12.

L'Institut National aura la garde des réserves des caisses locales ou régionales. Il pourra recevoir de celles-ci des dépôts productifs d'intérêt et se livrer en leur faveur à toutes opérations de réescompte.

Il pourra affecter son actif à des placements productifs par l'achat de valeurs des cinq catégories suivantes :

- a) Fonds publics belges ou autres valeurs garanties par l'État ;
- b) Obligations sur les provinces, les villes, ou les communes belges ;
- c) Cédulas ou prêts hypothécaires ;
- d) Obligations des sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires ;
- e) Actions entièrement libérées des sociétés d'habitations à bon marché agréées par l'État ou par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 13.

Les crédits consentis en vertu de la présente loi sont privilégiés sur l'ensemble des biens meubles du débiteur. Ce privilège prendra rang après les privilèges prévus à l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851.

CHAPITRE III.**Administration.****ART. 14.**

L'Institut National est administré par un conseil supérieur de neuf membres nommés par le Roi

Un tiers de ses membres est choisi au sein du Conseil d'administration de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ou désigné par ce Conseil, un autre tiers parmi les administrateurs des caisses locales ou régionales agréées.

Ces fonctions sont incompatibles avec tout mandat politique quelconque.

ART. 15.

Le Conseil supérieur contrôle les caisses locales ou régionales. Il organise, s'il y a lieu, dans des chefs-lieux de province ou d'arrondissement les agences de l'Institut National et désigne les directeurs des agences.

Il assure la gestion journalière des services de l'Institut.

ART. 16.

L'État est représenté près le Conseil supérieur par un commissaire, nommé par le Roi.

Ce commissaire surveille l'ensemble des opérations traitées, assiste à toutes les séances du Conseil et fait rapport au Gouvernement de tous actes qui ne lui paraissent pas conformes à l'intérêt national.

Des commissaires-adjoints sont désignés éventuellement par le Roi près de chaque agence.

ART. 17.

Un arrêté royal fixera les émoluments afférents aux fonctions de membre du Conseil supérieur, de commissaire et de commissaire-adjoint ainsi que le traitement du personnel administratif de l'Institut et des agences. Celui-ci sera admis à une participation dans les bénéfices réalisés.

Les émoluments et traitements ainsi que les frais d'administration de l'Institut National et de ses agences sont à charge de l'État.

ART. 18.

Chaque année, le Ministre des Finances fera rapport aux Chambres au sujet de l'activité de l'Institut National du Crédit. Il leur communiquera les comptes et budgets de l'Institut, en annexe au budget du Ministère des Finances.

Edouard PECHER,
A. MECHÉLYNCK,
Albert DEVÈZE,
D^r P. LAMBORELLE,
Jean ROBYN,
Paul NEVEN.

Annexe III.

Rapport sur l'avant-projet de loi, adopté par le Conseil Supérieur, concernant l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle.

Dès sa reconstitution au mois de septembre 1919, le Conseil supérieur a mis à son ordre du jour l'étude d'un projet de loi concernant le crédit à la petite bourgeoisie. Après avoir consacré trois séances à la discussion générale de cette question, il chargea une Commission, choisie dans son sein, de la préparation d'un avant-projet de loi. L'œuvre de celle-ci est devenue, après examen du Conseil, l'avant-projet de loi qui fait l'objet du présent rapport (1).

La préoccupation du Conseil est de créer une organisation du crédit, basée sur la mutualité et destinée exclusivement à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle. La mise en application de cette organisation, estime-t-il, doit être confiée à une institution nouvelle, autonome, créée par l'État et jouissant de sa garantie jusqu'à concurrence de 50 millions. Elle portera le nom d'Institut National de Crédit et pourra fonder ou agréer des caisses de crédit locales ou régionales. Les avances faites par les caisses doivent être consenties au taux le plus faible et le plus stable possible, et être accordées uniquement en vue de la production.

Toute l'économie de l'avant-projet tend vers la réalisation de ce programme. Ainsi, la limitation du crédit à accorder aux membres des sociétés locales, est imposée afin de restreindre le bénéfice de l'institution à la petite bourgeoisie et d'empêcher qu'elle ne soit mise à contribution par des commerçants ou des industriels importants. Quiconque parvient à une certaine situation dans les affaires doit s'adresser à d'autres établissements de crédit. L'Institut National est destiné aux petits commerçants et industriels et c'est pour eux seuls que l'intervention de l'État est demandée. L'avant-projet ne fixe pas le chiffre maximum du crédit qui pourra être accordé aux membres des caisses agréées. Il confie à l'Institut National le soin de décider dans quelles limites les sociétés locales pourront accorder des avances. Cette disposition est plus élastique et permet à l'Institut d'organiser l'intervention des caisses selon les circonstances. Il pourra limiter le crédit à allouer par les caisses au montant nominal des parts souscrites par les membres, ou les autoriser à aller au delà dans des cas particuliers, par exemple, s'il s'agit d'adhérents qui fournissent des garanties spéciales, telle l'intervention d'une union professionnelle reconnue. Sur ce point, comme sur les autres que règle l'avant-projet, le Conseil a eu pour principe de ne pas lier l'Institut National

(1) La Commission a pris comme base de ses travaux la proposition de loi concernant l'organisation du crédit à la petite bourgeoisie commerçante et industrielle, déposée par M. Pecher, le 7 mai 1919, à la Chambre des Représentants. (Voir *Bulletin*, 1914-1919, pp. 6 et suiv.)

par des dispositions trop rigides ou trop strictes. Il entend laisser à ceux à qui seront confiées la direction de l'Institut et celle des caisses qui en dépendront, la liberté d'appréciation indispensable pour faire produire à la nouvelle organisation de crédit son maximum de rendement.

Les avances se faisant uniquement en vue de faciliter la production, aucune somme ne pourra être allouée pour faire face à des dépenses de consommation, telles que frais de ménage ou de maladie, voyages, études.

L'avant-projet a, du reste, pris soin d'énoncer les opérations auxquelles les caisses sont autorisées à se livrer. Elles ne peuvent faire des avances à leurs membres que pour permettre à ceux-ci d'améliorer leur outillage ou leurs installations commerciales, d'acheter des marchandises ou des matières premières, d'entreprendre des travaux d'une certaine durée, ou, encore, de souscrire des parts dans des sociétés coopératives poursuivant les mêmes objets, comme, par exemple, un syndicat d'outillage, une coopérative d'achat en commun de marchandises destinées à être revendues en détail par les petits commerçants, ou de matières premières appelées à être mises en œuvre ou transformées par les petits industriels, ou une société pour la création d'ateliers corporatifs. Les sociétés de crédit auront ensuite pour mission d'escompter les factures et effets de commerce présentés par leurs membres et de faire à ceux-ci des avances sur leurs fonds de commerce ainsi que sur leurs marchandises. Enfin elles recevront des capitaux en dépôt moyennant intérêt ou gratuitement. Il y a lieu, en effet, de prévoir le cas où des personnes s'intéressant aux succès d'une caisse locale lui avanceraient des fonds sans réclamer la rémunération ou lui feraient des dons et legs, et celui où des déposants, étant données les circonstances, se contenteraient de la garantie de sécurité que donne le dépôt dans une caisse.

Un des principaux avantages que l'on attend de la nouvelle législation, c'est le bon marché et la stabilité du taux de l'intérêt. Deux principes ont été introduits dans l'avant-projet à cette fin, à savoir, l'exclusion de l'esprit de lucre et l'intangibilité des réserves. Le premier trouve son expression dans la disposition qui limite les dividendes à distribuer aux parts sociales à 5 p. c. au maximum ; le second, dans l'attribution des réserves des caisses, en cas de liquidation, à l'Institut National. Privés désormais de l'espoir de se partager une encaisse respectable en liquidant la société, les membres ne seront plus portés à amplifier les réserves plus qu'il ne faut ou plus vite qu'il ne faut, en imposant aux emprunteurs des taux d'intérêt exagérés ; ensuite la limitation du dividende à un taux qui ne dépasse pas celui de l'intérêt courant, écartant tout mobile de spéculation, agira dans le même sens ; enfin, le principe de la gratuité des fonctions d'administrateur et de commissaire, qui ne pourront être rémunérées que par des jetons de présence modérés, renforce les mesures précédentes et constitue une nouvelle manifestation des intentions désintéressées dans lesquelles le Conseil a conçu l'avant-projet et dont il désire qu'il soit tenu compte dans l'application de la loi.

La stabilité du taux de l'intérêt est un point qui préoccupe à un haut degré les artisans et les petits commerçants. Comme ils ne peuvent se dégager des obligations qu'ils contractent notamment pour l'achat de leur outillage, l'installation de leurs magasins ou l'entreprise de travaux de longue durée qu'en un nombre d'années assez considérable, ils attachent un grand prix à être protégés contre les fluctuations

du marché de l'argent. Sous ce rapport, il y a lieu de croire que des organismes, établis et gérés dans un but exclusif d'entraide, accessibles seulement à des gens de condition modeste, opérant dans un ressort facile à surveiller, constituant donc un milieu fermé dont les membres doivent se contenter de crédits peu étendus, pourront s'acquitter du rôle limité qui leur est assigné sans trop se ressentir des secousses du dehors, et qu'ils seront à même de prendre à l'égard de leurs adhérents des engagements concernant le taux d'intérêt que de grands établissements de crédit n'oseraient assumer. L'exemple de certaines institutions de crédit populaire permet d'escompter cette solution optimiste. L'Institut National devra d'ailleurs porter son attention sur le taux d'intérêt, la durée du crédit et les conditions dans lesquelles se fera l'amortissement des avances accordées par les caisses à leurs membres.

L'étendue du crédit dont jouiront les membres est intimement liée au nombre des parts sociales qu'ils souscriront, sous réserve toutefois des modalités que pourra arrêter l'Institut National. En principe, les associés seront tenus envers la société à concurrence du montant des parts souscrites, mais il sera loisible à l'Institut de renforcer leur responsabilité en la portant à un multiple de cette participation. Il est toutefois à désirer que l'Institut adopte, sous ce rapport, une règle uniforme dans ses relations avec les différentes caisses.

La connexion existant entre le montant du crédit et le nombre de parts sociales pourrait exposer la société au danger que certains adhérents n'acquiescent une trop grande influence dans les déterminations à prendre. Pour y parer l'avant-projet charge l'Institut de fixer le nombre maximum des voix dont pourront disposer les membres, quel que soit le montant de leur participation.

Les bénéfices vont, à part le dividende de 5 p. c. au maximum qui est dévolu aux parts sociales, entièrement aux réserves. 10 p. c. sont d'abord assignés à la réserve légale et cette attribution se maintient jusqu'à ce que cette réserve ait atteint la moitié du capital. Le surplus des bénéfices, au lieu de servir à une nouvelle attribution de dividende aux sociétaires, est versé à un fonds de réserve spécial. Il est destiné à constituer cette réserve intangible, que les associés ne pourront jamais se partager, et qui, en cas de liquidation, doit, ainsi que la réserve légale, être transférée, après apurement du passif, à l'Institut National. Ce fonds spécial pourra être employé au rachat des parts sociales et la Société travaillera dès lors avec des capitaux qui lui appartiendront en propre.

La tenue d'une comptabilité claire et uniforme est d'une importance essentielle dans une organisation de crédit comme celle dont l'avant-projet de loi poursuit la réalisation. Aussi, le contrôle de l'Institut National devra-t-il s'exercer d'une manière suivie, non seulement sur la comptabilité des caisses, mais encore, le cas échéant, sur celle de leurs membres.

Il ne serait pas possible que des sociétés de crédit, qui ont reçu l'agrément de l'Institut ou qui auraient été créées par lui, fussent libres de se dissoudre, quand elles le jugent bon. En vue d'éviter la dissolution intempestive ou injustifiée d'une caisse, l'Institut National est appelé à examiner au préalable les motifs allégués et à donner son autorisation.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'organisation de crédit proposée, il est à remarquer que les demandes de crédit devront être justifiées par une indication

précise de l'objet auquel les avances seront consacrées. Les sociétés devront donc constater qu'il s'agit bien d'emprunts faits en vue de la production et seront ainsi en état de transmettre à l'Institut National des décisions prises en connaissance de cause, relativement à l'import du crédit à octroyer.

Les caisses devront se garder d'accorder des crédits qui les exposeraient au danger des immobilisations de capitaux au-delà des ressources dont elles disposent ou à celui des commandites. Le contrôle de l'Institut National contribuera à les protéger contre ce péril, mais la disposition qui charge l'Institut de fixer périodiquement le chiffre des avances à allouer à chaque caisse sera plus efficace encore. Les caisses ne disposant que d'une somme déterminée pour faire face à toutes les demandes de crédit qui leur seront adressées, seront empêchées d'accorder des crédits excessifs à quelques-uns de leurs membres. Une autre mesure destinée à assurer la solidité des caisses et à gagner la confiance qu'elles doivent inspirer, résulte de l'obligation qui leur est imposée de confier la garde de leurs réserves légales à l'Institut National. Celui-ci peut aussi recevoir, des caisses, des dépôts productifs d'intérêt. Les caisses qui disposeront de fonds surabondants auront donc la faculté de les transférer à l'Institut qui pourra les employer à alimenter des caisses où les demandes de crédit seraient relativement nombreuses. L'Institut s'acquittera ainsi de la tâche d'intermédiaire et de compensateur qui lui incombe naturellement.

L'intervention de l'État est nécessaire pour rendre viable l'organisation de crédit recommandée par le Conseil. Sans garantie de l'État, il sera impossible aux caisses, tout au moins au début, de décider le public à lui confier ses épargnes. Or, il est indispensable que les caisses disposent de dépôts abondants, si l'on veut qu'elles soient en mesure de faire les prêts et les avances qu'on attend d'elles. La forme d'intervention à laquelle s'est rallié le Conseil est celle de la garantie. Il paraît indispensable que l'État garantisse à concurrence d'une somme, qui peut être fixée à 50 millions de francs, l'ensemble des opérations de l'Institut National; il s'en suit que les dépôts faits aux caisses locales et régionales agréées par l'Institut bénéficieront également de cette garantie. La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite doit être, en outre, autorisée à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts à l'Institut National. Cette collaboration contribuera à assurer à la nouvelle organisation les ressources qui lui seront nécessaires, et à lui attirer la confiance du public; elle aura aussi cet heureux effet de consacrer les dépôts des petits épargnants au relèvement et au développement de la petite bourgeoisie à laquelle beaucoup d'entre eux appartiennent.

Une autre mesure propre à faciliter aux caisses locales l'accomplissement de leur mission, résulte de la disposition en vertu de laquelle les dépôts qui leur seront faits ne pourront être grevés d'une taxe sur le revenu supérieur à 2 p. c. Les fonds confiés aux caisses de crédit seront donc traités de la même manière que les dépôts de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Tout ce qui précède se trouve exprimé dans les dispositions contenues dans l'avant-projet. A côté de ces clauses impératives, il y a encore une série de règles dont le Conseil n'a pas jugé opportun dans l'état actuel des connaissances de comptabilité du public, de faire des conditions *sine qua non* pour l'obtention de l'agrégation, mais à l'observation desquelles il attache le plus grand prix. Il les

signale à la sérieuse attention de ceux à qui sera confiée la gestion de l'Institut National. Il ne faut pas perdre de vue que l'Institut aura, outre ses obligations légales, une mission éducatrice à remplir. Comme, par sa situation, il sera le centre vers lequel convergeront les opérations des caisses, il sera tout naturellement appelé à remplir à leur égard le rôle d'organisme régularisateur et de chambre de compensation. Il aura ainsi l'occasion de faire comprendre et d'apprécier par les caisses et par leurs membres les avantages qu'offrent les nouveaux modes d'encaissement et de paiement. Il devra notamment s'attacher à généraliser l'emploi du chèque afin d'éviter les risques et les frais d'emploi et de transport du numéraire. Il devra aussi, et cette mesure ne peut manquer d'avoir d'excellents résultats, s'employer à propager la pratique de la domiciliation, au siège de la société, des effets à payer par ses membres. L'administration des caisses sera ainsi à même de suivre, d'une manière continue, la marche des affaires de ses adhérents et de se rendre compte de la sincérité de leur circulation d'effets. Une autre tâche très importante qui incombera à l'Institut, sera de s'efforcer d'introduire des règles simples et nettes dans la tenue de la comptabilité, tant des caisses que de leurs membres. D'autres besoins se révéleront à mesure que l'organisation fonctionnera; sur ces points comme sur ceux qui viennent d'être cités, le Conseil attend de l'Institut National qu'il fasse preuve d'initiative, de clairvoyance et de sens pratique, afin de doter la petite bourgeoisie de l'organisation de crédit qu'elle réclame depuis longtemps et sur laquelle elle compte pour alléger sa situation et lui permettre de se développer normalement.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1922.

WETSVOORSTEL

tot regeling van het crediet voor den handeldrijvenden
en industrieelen middenstand.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsvoorstel sluit zich aan bij onderscheidene voorstellen uitgaande van Parlementsleden (zie bijlage I). Het is tevens de uitkomst van een voorbereidend werk, waarvan de eer grootendeels toe te schrijven is aan extra-parlementaire bevoegdheden die zich ermede bezig hebben gehouden. (Zie bijlage III.) Het weze ons toegelaten een woord aan deze voorafgaande werkzaamheden te wijden.

Den 7^{de} Mei 1919 had de ondergeteekende de eer op het bureel der Kamer een wetsvoorstel neer te leggen tot regeling van het crediet voor den handeldrijvenden en industrieelen middenstand (1).

Toen in September 1919 de Hoogere Raad van Ambachten en Neringen het vraagstuk van het middenstandserediet ter studie bracht, nam hij dit voorstel tot grondslag zijner werkzaamheden. Hij bracht er enkele wijzigingen aan toe, doch, zooals men verder zal zien (bijlage I), behield hij er de grondslagen en den algemeenen bouw van, er echter meer lenigheid en bondige nauwkeurigheid aan toebrengend.

Daar de amendementen van den Hoogeren Raad van Ambachten en Neringen volkomen beantwoordden aan den geest van het eerste voorstel, konden wij met genoegen daarmede instemmen; wij zijn alzoo in de gelegenheid gesteld thans aan de Kamer een tekst voor te leggen, die weldoordacht, volkomen afgewerkt is en aan het grondig onderzoek werd onderworpen van eene vergadering samengesteld uit mannen van erkende bevoegdheid en vertegenwoordigers van den middenstand.

Het door ons nagestreefde doel is drievoudig :

1^o De grondslagen leggen van eene zelfstandige credietinstelling voor den middenstand. Deze instelling sluit in zich het bestaan van eene Nationale Credietinstelling voor den middenstand, waarvan het doel moet zijn plaatselijke of gewestelijke kassen tot stand te brengen en over dezer werking toezicht te houden.

2^o Het type van deze kassen tot stand brengen : samenwerkende crediet-vereeningen die, zooals thans de mutualiteiten, onderworpen worden aan sommige vereischten van toelating.

(1) Voorstel tijdens het jongste zittingsjaar overgenomen en ingediend, den 22^{de} Januari 1920, door den heer Royers, Volksvertegenwoordiger voor Antwerpen.

3^o Aan deze instelling den steun verleen en van den Staat, die gemachtigd wordt de gezamenlijke verrichtingen van de Nationale Credietinstelling tot bereiding van het doel dezer wet, te waarborgen tot een bedrag van 50 miljoen.

Men zal zich herinneren dat, in den loop van het jaar 1919, Z. M. de Koning, gedreven door een gevoel van mildheid en om den door den oorlog zoo beproefden middenstand ter hulp te komen, een waarborgfonds van 500,000 frank deed instellen ten einde het bekomen van voorschotten en crediet te vergemakkelijken voor de kleinnijverraars, de kleinhandelaars en de ambachtsheden. Dit initiatief gaf aanleiding tot het oprichten, in onderscheidene centums, van samenwerkende credietverenigingen welke ten doel hadden hulp te verleen en aan de kleine handels- en nijverheids ondernemingen, die door den oorlog waren getroffen; deze cooperatieven hebben inderdaad kostbare diensten bewezen.

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben u voor te leggen, zal in de gelegenheid stellen een stichtend en blijvend karakter te verleen en aan deze zoo loffelijke pogingen, en ze te doen steunen op de solidaire hulp van de gansche Natie. Het beantwoordt aan den wensch zoo dikwijls geuit op de Congressen van den middenstand. Het is de voltooiing van de vroeger door de Kamer aangenomen wet op het in pand geven van de handelszaak (wet van 25 October 1919), door het oprichten van instellingen die het gebruik van dit nieuwe credietmiddel zullen verspreiden en in de dagelijksche praktijk brengen. Het past het beginsel van de mutualiteit toe op de ontwikkeling van het klein crediet, en regelt dit laatste op bijzondere wijzen, volkomen aangepast aan de vereischen die het kenmerken.

Na de algemeene beteekenis van het wetsvoorstel aldus te hebben omschreven verwijzen wij voor het overige naar de bescheiden die wij als bijlage afdrukken. Al de vereischte verklaringen vindt men daar, namelijk :

1^o De toelichting van het wetsvoorstel van 7 Mei 1919;

2^o De tekst van dit wetsvoorstel;

3^o Het verslag van den Hoogeren Raad van Ambachten en Neringen over het voorontwerp door hem aangenomen.

Men zal zien dat de Hoogere Raad van Ambachten en Neringen de tusschenkomst verwerpt van de Nationale Maatschappij tot Credietverleen en aan de Nijverheid, tusschenkomst die in ons eerste voorstel was voorzien; dat het doel van de plaatselijke of gewestelijke kassen in den nieuwen tekst breedvoeriger omschreven is (art. 3); dat, ten slotte, de aannemingsvoorwaarden strenger zijn geworden (art. 5). Deze wijzigingen schijnen ons zeer gelukkig en wij sluiten er ons ten volle bij aan. Voor het overige is ons voorstel schier onveranderd gebleven. Aldus wordt dit ontwerp aan de Kamers opnieuw voorgelegd, omkleed met het gezag dat de goedkeuring van den Hoogeren Raad van Ambachten en Neringen er aan verleent.

Wij zijn ervan overtuigd dat de Kamer, willende haar bezorgdheid toonen voor de belangen van den middenstand, op hare beurt het eensgezind zal bijtreden.

EDOUARD PECHER.

Bijlage I.

Toelichting van het wetsvoorstel ingediend den 7ⁿ Mei 1919.

MIJNE HEEREN,

In den loop van de jongste twintig jaren heeft de Belgische wetgever zich aanhoudend beziggehouden met het vraagstuk van het middenstandscrediet, zonder dat het voorgoed, en in zijn geheel kon geregeld worden. Herhaaldelijk werden aan het Parlement voorstellen voorgelegd, die, gevolg gevend aan talrijke en dringende wenschen, ernaar streefden om bijdragen tot eene mogelijke oplossing aan te brengen.

Reeds in 1900, bij de behandeling van het wetsontwerp tot verlenging van het bestaan der Nationale Bank, had de heer Théodor een amendement ingediend, waarbij aan de Nationale Bank werd gevraagd, « voor gansch den duur der concessie en zonder daarvoor interest te kunnen eischen, eene som van twintig millioen ter beschikking van de Regeering te stellen, tot regeling en uitbreiding van het klein crediet voor stad en platteland » (1). Alhoewel de Kamer hulde bracht aan de inzichten welke tot dit voorstel aanleiding hadden gegeven, meende zij nochtans niet, aan onze voornaamste credietinstelling een betrekkelijk zwaren last te mogen opleggen, die haar zou verplicht hebben buiten hare traditioneele zending van uitgifte- en discontobank te gaan, om zich bezig te houden met het nijverheids- en handelscrediet op gemiddelden of op langen termijn. Het vraagstuk bleef dus onopgelost. Middelerwijl werd het onderzoek over den toestand der kleine burgerij voortgezet; het bevestigde hoe dringend noodig het was, dat de wetgeving tusschen beide kome. Het zeer zaakrijk verslag, door ons medelid, den heer Dallemagne, bij de Kamergroep van de kleine burgerij ingediend, gaf aanleiding tot het voorleggen van het wetsvoorstel « waarbij eene Centrale Kas voor beroepscrediet wordt ingesteld en begiftigd (2) ». Dit voorstel werd door eene bijzondere commissie onderzocht en gewijzigd, vervolgens werd daarover door den heer Francotte verslag uitgebracht (3). Zooals het, op 19 November 1912 (4), door den heer Dallemagne in zijn nieuwen vorm werd ingediend, komt het nog steeds op de dagorde onzer beraadslagingen voor. Het vraagt van den Staat eene begiftiging van vijf millioen ten behoeve van eene hoofdinstelling, die ten doel hebben zou, het klein crediet door tusschenkomst van de vereenigingen te bevestigen en algemeen te maken. Ein-

(1) Kamer der Volkvertegenwoordigers. Vergaderingen van 2, 6 en 7 Februari 1900.

(2) Stuk n° 6. Zittingsjaar 1909-1910.

(3) Stuk n° 115. Zittingsjaar 1911-1912.

(4) Stuk n° 25. Zittingsjaar 1912-1913.

delijk is bij de Kamer nog steeds aanhangig een voorstel van den heer Franck, waarvan het doel eenigszins verschillend is en er toe strekt om de grondslagen van het crediet voor den handeldrijvenden en industrieelen middenstand te verruimen door het in pand geven van de handelszaak en het endossement van de factuur wettelijk mogelijk te maken (1).

Door deze talrijke pogingen en de voorbereidende studiën was de zaak tot zoodanige rijpheid gebracht dat men zich reeds een denkbeeld kon vormen, in haar geheel, van eene volledige regeling van het klein crediet in de steden.

Doch de oorlog kwam deze werkzaamheden onderbreken. Als een alles vernielende rukwind, trof hij den middenstand op bijzonder wreed-aardige wijze. Tal van aanbachtslieden en kleinhandelaars konden de vreeselijke beproeving niet doorstaan en zijn thans van alles beroofd. Op eene moedige en waardige wijze, welke bewondering afdwingt, wisten zij aan den tegenspoed het hoofd te bieden, daarbij gesteund door hun fiere bezorgdheid om hunne ellende te verduiken, maar tevens uitputtende hunne geringe spaarpenningen, die voor hen de eenige kans waren om hunne kleine ondernemingen in stand te houden. Wat al stoffelijk en zedelijk lijden! Welke ineenstorting van schoone vooruitzichten, vrucht van lange jaren aanhoudenden en lijdzamen arbeid! Hoe zal men het werkhuis kunnen heroprichten? Hoe zich de noodige werktuigen aankopen? Hoe zich opnieuw van grondstoffen voorzien en de handelszaak herstellen? Wie zal de noodige kapitalen tot dit herstel verschaffen?

Zoo blijkt dat de regeling van het crediet voor de kleine burgerij, welke als eene hoofdzaak gold vóór den oorlog, thans het vereischte zelf is om, in de maatschappelijke orde, deze zoo levende en zoo belangwekkende klasse onzer bevolking in stand te houden.

Het gevaar dat haar bestaan zelf bedreigt wijst onzen plicht tegenover haar aan. Brengen wij deze woorden van een gewezen Minister van Arbeid in herinnering: « Het behoort dat de kloof tusschen de klasse der kapitalisten en die der arbeiders worde gedempt door den middenstand, die de vereeniging van kapitaal en arbeid in dezelfde handen kenmerkt. Wil men dat er goede verstandhouding in de maatschappij heersche, dan is het onontbeerlijk dat in de ladder, tusschen haar laagste en haar hoogste sport, een reeks tusschensporten zijn, tot verbinding der uiteinden door trappen welke veeleer door hun aantal dan door hun afstand moeten gekenmerkt zijn. »

Een beroep op de liefdadigheid, op het privaat initiatief, op de toewijding van belangstellenden, op de tusschenkomst van edelmoedige burgers tot vestiging van een credietfonds, zou slechts een ontoereikend middel zijn voor zooveel tegenspoed, een loffelijke poging, die echter niet zou beantwoorden aan de verhevenheid der te vervullen taak. Het is noodig dat gansch de gemeenschap zich van haren maatschappelijken plicht

(1) *Stuk n^o 28*. Zittingsjaar 1912-1913. (Wet Franck, den 25 October 1919 door de Kamer gestemd).

bewust zij en dat zij, met een geest van groote vaderlandsliefde, aan de kleine burgerij de hoofdelijke medehulp van het land aanbrengt. Laten wij dan onverwijld het plan vaststellen van eene volledige en algemeen toepasselijke wetgeving, welke én het middel tot opheffing van eene zwaar beproefde klasse der samenleving én een machtige factor voor onze nationale voortbrengingskracht zijn zal.

* *

De pijnlijke crisis, die de kleine burgerij tijdens den oorlog had te doorworstelen, deed van verschillende zijden menig merkwaardig initiatief ontstaan met het doel, haar het bekomen van crediet te vergemakkelijken.

Laten wij goed bepalen dat wij hier bedoelen niet de voorschotten noodzakelijk tot het onderhoud der bededen, maar wel de credieten voor de voortbrenging, ten bate van kleinnijveraars of kleinhandelaars geopend om hunne ondernemingen in bedrijf te kunnen houden. Een model van zulkdanige inrichting werd tot stand gebracht in het arrondissement Gent. Een plaatselijk Comité van den industrieelen en handeldrijvenden middenstand werd opgericht. Het verleende voorschotten aan kleinhandelaars en kleinnijveraars van de streek, door hunne aanvaardingen te doen disconteerden door eene Bank, en wel binnen de grenzen der credietwaarborgen verleend door de stad Gent en een zeker getal naburige gemeenten, evenals door het Nationaal Comité. Tot op 1 Januari 1919 had het 519 leeningen toegestaan, bedragende te zamen 209,217 frank, waarvan een derde reeds kon terugbetaald worden. Dank zij deze vruchtbare bedrijvigheid, konden een aantal bloemenkweekers van den reeds dreigenden ondergang gered worden. Zóó kon een belangrijke tak van onze kleinnijverheid bewaard blijven.

Menig ander voorbeeld nog zouden wij kunnen aanhalen, want werken van dien aard ontbraken niet. Het gold voorwaar geringe pogingen; zij brachten echter voor het onderzoek van het vraagstuk van het klein crediet nieuwe gegevens aan, die verdienen in aanmerking te worden genomen. Wat deze vooral kenmerkt, is de gezamenlijke poging van al de openbare machten, namelijk van de gemeenten, om aan de credietinstellingen eene voldoende leefbaarheid te verzekeren. Deze strekking dient aangemoedigd te worden; zij beantwoordt bovendien aan een zeer prijsbare bezorgdheid op sociaal gebied: heeft elke gemeente er niet belang bij, dat de op haar gebied gevestigde ambachten en kleine nijverheidsondernemingen tot bloei komen? Aan de plaatselijke besturen behoort het, de ontwikkeling te bevorderen van die kleine ondernemingen, welke steeds een der meest vruchtdragende factoren van onze economische welvaart waren. Met voldoening wijzen wij dan ook op de onlangs genomen beslissing van den gemeenteraad van Antwerpen, waarbij een crediet van één millioen wordt uitgetrokken tot waarborg der voorschotten ten behoeve van den middenstand. Dit prijzenswaardig voorbeeld zal zonder twijfel nagevolgd worden.

Eene gelijkaardige, doch verder strekkende poging werd in Nederland tijdens den oorlog gedaan. Over den toestand van den industrieelen en han-

deldrijvenden middenstand verscheen in Februari 1915 een verslag van den heer Treub, Minister van Financiën (1), waarin hij als besluit een stelsel van credietregeling voorstelde, dat bij de toepassing tot een schitterenden uitslag leidde.

Uitgaande van de meening dat de kleine ondernemingen, die vroeger in bloei verkeerden, gedurende de oorlogsjaren in stand moeten gehouden worden, stelde hij de volgende wijze van tusschenkomst voor : de credietnemer richt zich tot eene volksbank of tot eene toegelaten samenwerkende credietvereeniging die zijne aanvraag onderzoekt; blijkt deze te behooren tot eene der klassen die Staatsbulp verdienen, dan maakt zij die aan eene officieele commissie over, met al de nuttige gegevens en door bemiddeling van de hoofdinrichting waarbij zij is aangesloten. Door de tusschenkomst van een ambtenaar, daartoe bijzonder aangesteld door den Minister van Financiën, bepaalt gezegde commissie in welke mate de waarborg van den Staat zal toegestaan worden voor het beoogd bijzonder crediet; elk crediet mag nooit 1,000 gulden overschrijden, en over 't algemeen dekt de waarborg van den Staat (risico tegen verlies) 55 t. h. van dit bedrag. Op 1 Augustus 1916 waren 1,400 aanvragen onderzocht, 640 credieten waren geopend, te zamen 630,000 gulden bedragende. De groote steden hadden op zeer nuttige wijze aan dit werk medegeholpen door de Credietwaarborgen, welke zij harerzijds hadden verleend.

*
* *

De door ons aangehaalde feiten zijn nuttige gegevens voor de oplossing van het vraagstuk dat wij behandelen. Een laatste gegeven dient bij de vorige te worden aangevoerd.

Menige bespreking ontstond aangaande de keuze van de centrale instelling, die aan de regeling van het klein crediet ten grondslag zou dienen; wij vestigden daarop de aandacht in het begin van deze toelichting. Welke instelling zou de voorschotten verstrekken? Er werd gezegd dat men zich tot de Nationale Bank zou wenden. Maar zou men deze daardoor niet verplichten tot verrichtingen, die niet overeenstemmen met het doel waarvoor zij ingesteld werd? Was het niet verkieslijk, zich te wenden tot de Spaarkas; zou echter in dit geval de oprichting van een bijzondere bank niet noodig zijn?

Doch een nieuw feit doet zich voor : het tot stand komen van de Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet. Naar luid van artikel 3 harer statuten, « heeft zij ten doel voorschotten te verstrekken, bestemd tot verbetering, vervorming en ontwikkeling van Belgische handels- en nijverheidsondernemingen ». Door het in omloop brengen van schuldvorderingen op gemiddelden en langen termijn beantwoordt zij aan de behoeften van het handels- en nijverheidscrediet. Haar doel komt dus overeen met het doel dat wij

(1) TREUB, *Het Middenstandscrediet*. (Oorlogstijd, Herinneringen en indrukken, bl. 218 en volg., 1917.)

nastreven, op eene voorwaarde echter, namelijk dat de nieuwe instelling er zich op toelegge, hare nuttige werking niet te beperken tot de groote ondernemingen, maar ook het voordeel daarvan te laten genieten door de menigte kleine lieden, ambachtslieden en winkeliers die een gelijk recht hebben op haren steun. Om dat doel te bereiken, is een zekere aanpassing aan de gansch bijzondere voorwaarden van het klein crediet volgens ons onontbeerlijk: het zal inderdaad noodig zijn, plaatselijke of gewestelijke samenwerkende credietkassen of credietverenigingen tot stand te brengen onder een gesloten cliënteel en te voorzien in een tamelijk streng toezicht op het beheer dier kassen, ten einde de waarde te schatten van den waarborg die door elk kan geboden worden tegenover de centrale credietgevende instelling. Bovendien zal men het naleven van zekere bestuursregelen moeten opleggen om te vermijden dat de regeling van het klein crediet niet van haar doel afwijke: onderzoek naar de bestemming der leeningen, beperking der te verstrekken voorschotten, der uit te keeren dividenden, vorming van eene minimum-reserve. De nieuwe inrichting zal moeten beschikken over een orgaan tot regeling en vergelijking, waarop elke plaatselijke vereniging een beroep zal kunnen doen voor de te verstrekken voorschotten, voor de herdisconteering der wissels, voor het in bewaring geven der gelden. Het is eindelijk slechts billijk dat met die leiding worden belast, althans voor een deel, de belanghebbenden zelf, de afgevaardigden der banken en plaatselijke kassen, bijzonder bevoegd in zake klein crediet, die er den schat van een lange ervaring zullen aanbrengen en dus best in staat zullen zijn om de gewenschte eenheid van opvatting in de werking van het nieuwe stelsel te doen heerschen. Voor deze zoo ingewikkelde taak, die niet enkel een werk van *beheer* maar ook van *opleiding* en *propaganda* is, zou de Nationale Vennootschap voor Crediet niet kunnen volstaan. Dat brengt er ons toe, de oprichting voor te stellen van eene Nationale Credietinstelling ten behoeve van den handeldrijvenden en industrieelen middenstand, die de hoofdleiding van het werk der regeling van het klein crediet hebben zal. Zij zal bedoeld werk op alle wijzen vergemakkelijken, doordat zij zich in de eerste plaats zal bezighouden met de kleine, vóór den oorlog reeds bestaande ondernemingen, die tot hun vroegeren voorspoed kunnen teruggebracht worden, vooral die welke behooren aan onder de wapens geroepen militairen. Het geldt hier een wettig voorrecht ten bate van hen, die van hunnen haard verwijderd werden door 's Rijks verdediging (art. 1 en 2).

* *

Welke zijn de leidende beginselen van de ontworpen regeling?

Onder al de in deze zaak te overwinnen moeilijkheden, vloeit de voornaamste voort uit de vaak aangewezen onmogelijkheid, waarin zich de kleinhandelaar en de ambachtsman bevinden, om eenigzins ernstige waarborgen te geven tot zekerheid van de hun verstrekte voorschotten.

Aangezien hunne middelen gering zijn, kunnen zij geen hypotheek geven, noch titels of waarden in pand. De persoonlijke zekerheid van eenen borg kunnen zij meestentijds ook niet stellen. Zij bezitten geen te

disconteeren wissels, daar de betalingen op factuur geschieden, soms na langen termijn. De door den heer Franck voorgestelde hervormingen, namelijk het in pand geven van het handelsfonds en het endossement van de factuur, kunnen verbetering in dien moeilijken toestand brengen. Maar moet het werkelijk middel niet elders gezocht worden en bestaat het niet hierin, de regeling van het klein crediet te gronden op het beginsel van de vereeniging, van de groepeerings en van de onderlinge aansprakelijkheid der belanghebbenden? Deze manier van handelen heeft in zake landbouwerdied op bewonderenswaardige wijze vrucht gedragen. Waarom zou men er niet naar streven, ze ten goede te doen komen aan de ambachtlieden en kleinhandelaars? Ongetwijfeld moet men, om ze er toe over te halen, een werk van propaganda en opleiding aanvangen. Men zou moeten ingaan tegen de jammerlijke strekking van een te eigenzinnigen geest, verwekt door een te scherpe mededinging en door de moeilijke omstandigheden, waarin de belanghebbenden hun bedrijf moeten uitoefenen. Anderzijds mag men het zich niet ontveinzen, dat het toepassen, op het stedelijk crediet, van de beginselen van Raiffeisen, inzonderheid van het begrip der onbepaalde aansprakelijkheid, nagenoeg onmogelijk zijn zou : door de vrees voor te zware verbintenissen, waartoe zij mochten gebracht worden, zouden de belanghebbenden van elke groepeerings afkeerig worden. Niettemin is het waar dat het beginsel van onderling crediet op zich zelf uitnemend is en dat men, het voorzichtig en wijze aanpassend aan de behoeften van het klein crediet voor stedelingen, van zijne toepassing veel goeds voor de samenleving kan verwachten. Om daarin te gelukken, schijnen twee voorwaarden vereischt : geene onvoorbereide maatregelen te nemen, geen pogingen te doen zonder onderling verband noch samenhang, doch die heele werking te doen passen in het kader eener gezamenlijke regeling, die beredeneerd en wetenschappelijk zou wezen ; — bovendien moet de steun der openbare machten hun ruimschoots, edelmoedig worden toegekend.

In dit opzicht zou men, dunkt mij, kunnen aannemen dat zouden kunnen toegelaten worden samenwerkende credietvereeningen met een drievoudig doel : zij zouden voorschotten doen aan hare leden, zij zouden de door dezen aangeboden wissels of orderbriefjes disconteeren, zij zouden de rentegevende gelden in bewaring nemen. Hare standregelen zouden behoorlijk goedgekeurd worden door de Nationale Credietinstelling (art. 3 en 4).

De gedachte van winstbejag zou uitgesloten of verzacht zijn, in zoo verre dit kan, ten einde de juiste en rechtvaardige formule van den heer Lambrechts, schrijver van zooveel merkwaardige studiën in zake crediet, zoo stipt mogelijk toe te passen : « Aan den geldleener al het nuttige crediet verschaffen tegen den kostenden prijs » (1).

De eerste eisch der kleinnijveraars en kleinhandelaars is trouwens goedkoop crediet te bekomen.

Wij meenen dat het onhandig ware, niet een beroep te doen op de kost-

(1) Conferentie van de Voorzitters der Beheerraden van de Belgische Volksbanken Vergadering van 17^{de} Juli 1907. (*Z. Bulletin de l'Office des Classes moyennes*, 15^{de} October 1907.)

hare medewerking van de samenwerkende credietinstellingen (Credietvereeningen en Volksbanken), die thans bestaan. Voor de meeste dezer zal het ongetwijfeld gemakkelijk vallen, zich, mits eenige lichte wijzigingen, aan te passen aan de voorwaarden der wet en tot hare werking bij te dragen. Die voorwaarden, zeer ruim opgevat, zijn nader bepaald in artikel 5. Zij worden gebillikt door de gezamenlijke overwegingen, welke wij hierboven hebben uiteengezet. Zij zijn vooral eene opsomming van beginselen, waarbij wordt bepaald het type van samenwerkende credietvereniging, dat ons het meest schijnt overeen te stemmen met het beoogde doel. Binnen de grenzen, door die algemeene regelen bepaald, wordt zoo volle vrijheid als mogelijk gelaten aan de plaatselijke inrichtingen, onder voorbehoud van de beslissingen door de Nationale Credietinstelling te nemen.

Dit stelsel biedt tevens de hoogste lenigheid en de meeste wenschelijke waarborgen aan.

* * *

Hoe zal men moeten handelen om crediet te bekomen?

De plaatselijke of gewestelijke kassen zullen de aanvragen om voorschotten van hare leden ontvangen. Deze zullen de bestemming der ontleende gelden en de aangeboden waarborgen moeten nauwkeurig doen kennen. De kas, na desnoods en vooraf inlichtingen te hebben ingewonnen, bepaalt welk gevolg aan de aanneeming dient te worden gegeven. Zij geeft kennis van hare besluiten aan de Nationale Credietinstelling, die op hare beurt vaststelt in hoeverre zij hare tussenkomst verleent aan de plaatselijke kas. Geregelde voorschotten worden door de Nationale Credietinstelling aan elke plaatselijke of gewestelijke kas verleend. (Art. 6 en 7.)

De innige samenwerking tusschen de Nationale Credietinstelling en de plaatselijke kassen is alleen dan mogelijk wanneer een zeer nauwkeurig toezicht wordt gehouden op dezer boekhouding, alsmede op al de gegevens van de geldleeningen die zullen voorgesteld worden. Een nauwgezet onderzoek zal dikwijls noodig zijn en zal ten doel hebben na te gaan of de aangevraagde leening niet een eenvoudige leening tot verbruik is. De beteekenis van zoodanig onderzoek blijkt uit de lezing van onderstaande vragenlijst, waarvan sommige Italiaansche credietkassen gebruik maken (1).

Met welk doel wilt gij de leening aangaan?

Waarom verleent de leveraar u geen crediet, of waarom hebt gij geen vrede met dit crediet?

Wie is deze leveraar?

Geef ons de namen op van eenige uwer leveraars, bij wie wij inlichtingen kunnen inwinnen?

Waar denkt gij uwe zaak te vestigen?

Welke is de sociale toestand van uwe huidige klanten?

Geef ons eenige namen op?

(1) Medegedeeld door den heer Lambrechts aan de Conferentie van de Voorzitters der Beheerraden van de Belgische Volksbanken. — Vergadering van 25^e Juli 1907.

Welk is uw zakencijfer ?

Welk is het benaderend bedrag uwer winsten ?

Hebt gij goed nagegaan onder welke voorwaarden de concurrentie werkt ?

Welke zijn de berekeningen die gij gedaan hebt alvorens te besluiten tot het aanvragen van deze leening ?

Hoe rekent gij, door middel van deze leening, meer te winnen ?

Zal deze winst volstaan voor de aflossing van het kapitaal en de betaling der interesten ?

Hoe zult gij ons het gebruik van het geld bewijzen ?

Hoe verlangt gij gecontroleerd te worden ?

De agentschappen van de Nationale Credietinstelling, in elk arrondissement opgericht, zullen desnoods de echtheid der gegeven inlichtingen kunnen nagaan.

Zóó zal de verzekering tegen verlies-risico, welke de Nationale Credietinstelling op zich neemt, vergoed worden door de zakelijke, persoonlijke of zedelijke waarborgen, verstrekt door de betrokkenen en zorgvuldig onderzocht.

Er dient te worden voorzien dat het voor de kleinhandelaars en kleinnijverars onmogelijk mocht kunnen zijn, samenwerkende credietvereenigingen op te richten; dat kan het geval zijn met hen die van elke plaats verwijderd zijn of met hen, die er niet in slaagden, zich in de bestaande samenwerkende credietvereenigingen te doen opnemen. Het ware onrechtvaardig ze aan hun lot over te laten. Ook is het aangenomen dat zij, in dit geval, zich rechtstreeks tot de Nationale Credietinstelling of tot haar agentschap van het gebied zullen mogen wenden en voorschotten kunnen bekomen zonder de tussenkomst van eene plaatselijke kas te moeten inroepen. De voorwaarden van credietverleening zullen noodzakerlijkerwijze beïnvloed worden door het feit dat de Nationale Credietinstelling niet handelen kan met eene kas, die tegenover haar borg spreekt voor het betaalvermogen van den aanvrager, en in dit geval bestaat er reden om van dezen laatste zakelijke of persoonlijke waarborgen te eischen, die de door hem verlangde voorschotten op vollediger wijze dekken. (Art. 8.)

*
* * *

Wij hebben uiteengezet waarom wij hopen dat de Staat werkdadig tussenbeide zal komen ten einde de werking van deze instelling mogelijk te maken. Deze tussenkomst zou verleend worden bij wijze van een waarborg die ten bedrage van 50 miljoen de met het oog op deze te bekomen credieten dekt. Dank zij dezen waarborg zou de Nationale Credietinstelling zich de vereischte geldmiddelen onder gunstige voorwaarden verschaffen. Die middelen zouden voortkomen, eensdeels, uit voorschotten verleend door de Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet, welke aldus onrechtstreeks aan een harer doeleinden zou beantwoorden, anderdeels, uit leeningen door de Spaar- en Lijfrentekas toegestaan. De tussenkomst dezer laatste is van zelf aangewezen. De heer Victor Brants(1) deed het opmerken : « de

(1) Victor BRANTS, *La Petite Industrie contemporaine*. Parijs, 1912.

» gelden der spaarkassen behooren tot dat soort gelden die met omzichtigheid » kunnen worden aangewend om het initiatief van het werkvolk of van den » middenstand te bevestigen en te bevorderen; het zijn vruchtbare middelen die » niet dienen te worden vastgelegd. Het mogen, zooals de heer Georges Picot » zegt, geene verloren krachten zijn. In Duitschland wordt zulks verstaan; in » België werd zulks begrepen, doch op verschillende wijze toegepast ». Ook de » achtbare heer Cooreman, in de besluiten van zijn zoo grondig onderzoek naar het » « te bekomen crediet voor den middenstand » (1), verklaart zich voor het inroepen » van den geldelijken steun der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, ten bate van de » instellingen die crediet aan den kleinhandel verschaffen (art. 9 en 10) ». Eindelijk » zal de Nationale Credietinstelling de reservefondsen der plaatselijke kassen in » bewaring nemen en van deze rentegevende gelden kunnen aanvaarden, mits » zij haar actief slechts tot zeer zekere, door de wet bepaalde beleggingen aanwendt » (art. 12).

De gemeenten zijn bevoegd om aan de plaatselijke kassen voorschotten te doen of hare verrichtingen te waarborgen mits machtiging daartoe door den Koning. De billijkheid van deze tusschenkomst hebben wij aangetoond (art. 11).

Door artikel 13 wordt een voorrecht gevestigd op de gezamenlijke roerende goederen van den schuldenaar, tot waarborg van de verleende credieten. Dat is voor de plaatselijke en de gewestelijke kassen eene bijkomende veiligheid, voor het geval dat de door haar toegestane leeningen slecht afloopen.

*
* *

De artikelen 14 tot 18 betreffen de wijze van beheer van de Nationale Credietinstelling. Zij voorzien het tot stand brengen van eenen Hoogeren Raad van 9 door den Koning benoemde leden; een derde wordt gekozen uit den Beheerraad der Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet of uit door dezen raad aangewezen afgevaardigden, een tweede derde onder de beheerders van de plaatselijke of gewestelijke kassen. Deze wijze van aanstelling zal de vereischte eenheid van werking verzekeren onder de verschillende instellingen, die geroepen zijn om deel te nemen aan het beheer van de Nationale Instelling. Een ruim aandeel werd voorbehouden aan de belanghebbende personen die hunne bijzondere bevoegdheid en hunne verworven ervaring zullen aanbrengen. De Staat wordt bij den Hoogeren Raad vertegenwoordigd door eenen commissaris, dien de Koning benoemt. Hij houdt toezicht op al de verrichtingen en doet verslag over elke handeling welke hij niet in overeenstemming acht te zijn met het nationaal belang.

De Hoogere Raad houdt toezicht op de plaatselijke of gewestelijke kassen en is zelf onderworpen aan het voortdurend toezicht van den Staat. Elk jaar doet de Minister van Financiën verslag aan de Kamers over de werkzaamheden van de Nationale Credietinstelling; hare rekeningen en begrootingen worden bekend-

(1) Nationale Middenstandsc commissie. Bijdragen en stukken. Deel III, bl. 127.

gemaakt als bijlage van de begrooting van het Ministerie van Financiën, (Art 18.)

Aldus wordt het vraagstuk in al zijne bestanddeelen geregeld en geschikt.

Onder de bescherming en dank zij de hulp van onze groote credietinstellingen, zullen de onderlinge vereenigingen, die de macht zijn van de samenwerking der geringe lieden, de grondslag van de nieuwe regeling zijn. Al de pogingen zullen vereenigd zijn tot verwezenlijking van een herstellend en vruchtbaar werk, dat van groote beteekenis is op sociaal gebied.

Laten wij onverwijld de wegen openen voor eene hervorming die zoo innig verbonden is met 's Lands herleving !

EDOUARD PECHER.



Bijlage II.

Tekst van het wetsvoorstel van 7 Mei 1919.

EERSTE HOOFDSTUK.

Doel en regeling.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt eene Nationale Credietinstelling ten behoeve van den handelsdrijvenden en industrieelen middenstand tot stand gebracht.

Deze instelling wordt erkend als rechtspersoon en werkt onder 's Rijks toezicht.

Haar zetel is gevestigd te Brussel. Agentschappen kunnen in elke provincie; of arrondissementshoofdplaats opgericht worden.

ART. 2.

De Nationale Credietinstelling heeft ten doel, het crediet voor de kleine handels- en nijverheidsondernemingen te regelen en te vergemakkelijken.

Gedurende het tijdvak van s' lands wederopbouw zal zij, bij voorkeur, de kleine ondernemingen bevorderen, welke vóór den oorlog bestonden en in hunnen vroegeren bloei kunnen hersteld worden, inzonderheid de ondernemingen behorende aan militairen, die gedurende de vijandelijkheden onder de wapens werden geroepen.

ART. 3.

Kunnen, voor de toepassing dezer wet, door de Nationale Credietinstelling toegelaten worden de Plaatselijke of Gewestelijke Credietkassen ten behoeve van den handeldrijvenden en industrieelen middenstand, opgericht als samenwerkende credietverenigingen en hebbende ten doel :

- a) het verleen van voorschotten aan hare leden ;
- b) het disconteeren van wissels of orderbriefjes aangeboden door dezen;
- c) het in bewaring nemen van rentegevende gelden.

ART. 4.

Die toegelaten Kassen worden beheerd door hare verordeningen, behoorlijk goedgekeurd door de Nationale Credietinstelling.

De verordening bepaald in welk gebied elke kas werkzaam is.

ART. 5.

Bij het goedkeuren van de verordeningen moet de Nationale Credietinstelling de voorschriften der wet van 16 Maart 1901 op de Credietverenigingen, alsmede de volgende vereischten in acht nemen :

a) Aanneming van leden, uitsluitend onder de kleinhandelaars en de klein-nijveraars van het gebied;

b) Storting, door dezen in het maatschappelijk fonds, van eene minimum-bijdrage en bepaling van het verstrekte crediet, in verhouding tot de hoegroothed dezer bijdrage, binnen de grenzen en op de wijzen vastgesteld door de Nationale Credietinstelling;

c) Beperking van de dividenden aan de deelgenooten uit te keeren, van het bedrag der maatschappelijke aandelen, van den interest, van den duur en de hoegroothed van het aan elk lid te verleen en crediet; vorming van eene minimum-reserve in de mate opgelegd door de Nationale Credietinstelling;

d) Aansprakelijkheid der deelgenooten ten beloope van het geopend crediet;

e) Toezicht op de boekhouding der Kassen door de Nationale Credietinstelling;

f) Ontbinding, alleen op eensluitend advies van de Nationale Credietinstelling toegelaten;

g) Verbod, door hare statuten beperkende bepalingen in politiek, godsdienstig of wijsgeerig opzicht aan hare leden op te leggen.

HOOFDESTUK II.**Werking.****ART. 6.**

De crediet-aanvragen worden bij de plaatselijke of gewestelijke Kassen ingediend. De belanghebbende doet daarin op nauwkeurige en volledige wijze kennen welk gebruik hij van de aangevraagde gelden wenscht te maken en welke waarborgen worden aangeboden tot zekerheid van de te verstrekken voorschotten.

ART. 7.

De betrokken Kas doet, na onderzoek en beraadslaging, de aanvragen geworden aan de Nationale Credietinstelling of aan haar filiaal in het gebied; zij voegt daarbij alle nuttige gegevens ter beoordeeling, alsmede hare adviezen en de genomen beslissing betreffende het bedrag van het te verleen en crediet.

Op bepaalde tijden stelt de Nationale Credietinstelling het cijfer vast der aan elke plaatselijke of gewestelijke Kas te verleen en voorschotten.

ART. 8.

Bestaan er geen plaatselijke of gewestelijke Kassen, dan kunnen de aanvragen rechtstreeks gericht worden tot het dichtstbijgelegen filiaal van de Nationale Credietinstelling, dat de waarde der aangeboden waarborgen nagaat. Deze kunnen ofwel zakelijke waarborgen, ofwel persoonlijke waarborgen zijn, van zoodanigen aard als de Nationale Credietinstelling gepast acht; zij kunnen voortvloeien uit eene verbintenis, ten bate van den belanghebbende aangegaan door eene credietinstelling, eene volksbank of eene private bank.

ART. 9.

De Staat wordt gemachtigd, de gezamenlijke credieten, door de Nationale Credietinstelling tot bereiking van het doel dezer wet te bekomen, tot een bedrag van 50 millioen te waarborgen.

De noodige voorschotten worden aan de Nationale Credietinstelling gedaan door de Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet.

De Nationale Credietinstelling kan zich op andere wijzen geldmiddelen verschaffen onder het toezicht van den bij onderstaand artikel 16 aangewezenen Regeeringscommissaris.

ART. 10.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt gemachtigd, een deel harer beschikbare gelden te beleggen in leeningen verstrekt aan de Nationale Credietinstelling.

ART. 11.

De gemeenten zijn bevoegd om aan de plaatselijke Kassen voorschotten te doen of haar credietwaarborgen te verleen en mits machtiging daartoe door den Koning.

ART. 12.

De Nationale Credietinstelling neemt de reservefondsen der plaatselijke of gewestelijke Kassen in bewaring. Zij kan van die Kassen rentegevende gelden in bewaring nemen en voor haar alle verrichtingen van herdiscontoring doen.

Zij kan haar actief in rentegevende beleggingen uitzetten door het aankopen van waarden van de vijf volgende soorten :

- a) Belgische openbare fondsen of andere door den Staat gewaarborgde waarden ;
- b) Obligatiën van Belgische provinciën, steden of gemeenten ;
- c) Pandbrieven of hypotheaire leeningen ;
- d) Obligatiën van Belgische vennootschappen die, sedert ten minste vijf

achtereenvolgende jaren, door hare gewone geldmiddelen aan al hare verbintenissen hebben voldaan ;

e) Volgestorte aandeelen der maatschappijen voor goedkoope woningen, door den Staat of door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas toegelaten.

ART. 13.

De krachtens deze wet verleende credieten zijn bevoorrecht op de gezamenlijke roerende goederen van den schuldenaar. Dit voorrecht volgt in rang op de voorrechten voorzien bij artikel 19 der wet van 16 December 1851.

HOOFDSTUK III.

Beheer.

ART. 14.

De Nationale Credietinstelling wordt beheerd door eenen Hoogeren Raad van negen door den Koning benoemde leden.

Een derde dezer leden wordt gekozen uit den Beheerraad der Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet of aangewezen door dezen Raad, een tweede derde onder de beheerders van de toegelaten plaatselijke en gewestelijke Kassen.

Deze betrekkingen zijn onvereenbaar met om 't even welk politiek mandaat.

ART. 15.

De Hoogere Raad houdt toezicht op de plaatselijke of gewestelijke Kassen. Zoo het noodig is, brengt hij de agentschappen van de Nationale Credietinstelling tot stand in de provincie- of in de arrondissementshoofdplaatsen en benoemt hij de bestuurders der agentschappen.

Hij zorgt voor den geregelden gang der diensten van de Instelling.

ART. 16.

De Staat wordt bij den Hoogeren Raad vertegenwoordigd door eenen commissaris, dien de Koning benoemt.

Deze commissaris houdt toezicht op al de gedane verrichtingen, woont al de vergaderingen van den Raad bij en doet aan de Regeering verslag over elke handeling, welke hij niet in overeenstemming acht met het nationaal belang.

Toegevoegde commissarissen kunnen, bij voorkomend geval, door den Koning bij elk agenschap benoemd worden.

ART. 17.

Een koninklijk besluit bepaalt de verdiensten toegekend aan de leden van den Hoogeren Raad, aan den commissaris en aan de toegevoegde commissarissen, alsmede de wedde der bestuursambtenaren van de Instelling en van agentschappen. Aan deze ambtenaren wordt een aandeel in de gemaakte winsten toegekend.

De verdiensten en wedden, alsmede de bestuurskosten van de Nationale Credietinstelling en van hare agentschappen komen ten laste van den Staat.

ART. 18.

Elk jaar doet de Minister van Financiën aan de Kamers verslag over de werkzaamheid van de Nationale Credietinstelling. Hij deelt haar de rekeningen en begrotingen van de Instelling mede als bijlage van de begrooting van het Ministerie van Financiën.

Edouard PECHER,
A. MECHELYNCK,
Albert DEVÈZE,
Dr P. LAMBORELLE,
Jean ROBYN,
Paul NEVEN.



Bijlage III.

Verslag over het voorontwerp van wet, door den Hoogeren Raad aangenomen, betreffende de bezorging van crediet aan den handeldrijvenden en industriëelen middenstand (1).

Van zijn herinrichting af, in de maand September 1919, bracht de Hoogere Raad op zijn dagorder, de studie van een wetsontwerp betreffende het crediet voor den middenstand. Na drie zittingen te hebben gewijd aan de algemeene bespreking van die vraag, stelde hij een onder zijn leden gekozen Commissie aan, belast met de voorbereiding van een schets van wetsontwerp. De werkzaamheden dezer commissie leidden, na onderzoek door den Raad, tot de schets van wetsontwerp, die het voorwerp van dit verslag uitmaakt (2).

De Raad is ingenomen met de oprichting van een credietinstelling, steunende op de wederkeerigheid en uitsluitend bestemd voor den handeldrijvenden en industriëelen middenstand. De toepassing van deze inrichting, meent hij, moet aan een nieuwe, zelfstandige, door den Staat opgerichte en dezes waarborg tot een bedrag van 50 miljoen frank genietende instelling worden toevertrouwd. Zij zal geheeten worden : Nationale Credietkas, en plaatselijke of gewestelijke credietkassen kunnen oprichten of aannemen.

De door de kassen gedane voorschotten moeten toegestaan worden tegen den kleinst en den bestendigst mogelijken interest en uitsluitend worden verleend met het oog op de voortbrenging.

Geheel de indeeling van de schets van wetsontwerp is gericht op de verwezenlijking van dit programma. Zoo wordt de beperking van het aan de leden van de plaatselijke vennootschappen te verlenen crediet opgelegd met het doel de winst van de instelling te bepalen tot den middenstand en om te voorkomen, dat deze afhankelijk worde gemaakt van de groothandelaars of de grootnijveraars. Al wie in de zaken tot een zekeren welstand geraakt, dient zich tot andere credietinstellingen te richten. De Nationale Credietkas is bestemd voor de kleinhandelaars en de kleinnijveraars en voor hen alleen wordt de tussenkomst van den Staat aangevraagd. De schets van wetsontwerp bepaalt geen maximumcijfer in zake het crediet, dat aan

(1) De Vlaamsche tekst van dit verslag is ontleend aan de « Berichten van het Ambt voor Ambachten en Neringen », 1920, blz. 193.

(2) De Commissie nam als grondslag van hare werkzaamheden het wetsvoorstel betreffende de bezorging van crediet aan den handeldrijvenden en industriëelen middenstand, den 7ⁿ Mei 1919 ter Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend door den heer Pecher. (Zie Bulletin de l'Office des Métiers et Négoces, 1914-1919, blz. 6 en volg.)

de leden van de aangenomen kassen kan verleend worden. Zij laat het aan de Nationale Credietkas over, te beslissen binnen welke palen de plaatselijke vennootschappen voorschotten mogen doen.

Deze bepaling is ruimer opgevat en stelt de Nationale Credietkas in de mogelijkheid om de tusschenkomst van de kassen te regelen volgens de omstandigheden. Zij zal het door de kassen te verleen credit mogen beperken tot het nominaal bedrag van de door de leden ingeschreven aandelen, ofwel zal zij ze toelaten, in bijzondere gevallen verder te gaan, zoo bij voorbeeld, wanneer het leden geldt, die bijzondere waarborgen leveren, als daar is de tusschenkomst van eene erkende beroepsvereniging. Op dit punt, evenals op de andere, die door de schets van wetsontwerp worden geregeld, heeft de Raad als beginsel aangenomen, de Nationale Credietkas niet te binden door al te strenge en te nauwkeurige bepalingen. Hij is van gevoelen, dat aan hen, wie het beheer van de Nationale Credietkas en dat van de daarvan afhangende kassen is toevertrouwd, de noodige vrijheid van beoordeeling moet worden overgelaten, wil men uit de nieuwe credietinrichting het grootste nut trekken.

Daar de voorschotten alleen worden gedaan met het oog op de vergemakkelijking van de voortbrenging, zoo mag er geen som worden toegestaan uit hoofde van verbruiksuitgaven, zooals onkosten wegens huishouding, ziekte, reizen, studiën.

In de schets van ontwerp werd er overigens wel voor gezorgd te vermelden, tot welke verrichtingen de kassen mogen overgaan. Zoo is het haar alleen geoorloofd voorschotten aan hare leden te doen om deze in de mogelijkheid te stellen hunne werktuigen of hunne handelsinrichting te verbeteren, koopwaren of grondstoffen aan te koopen, werken van een bepaalden duur aan te nemen, of ook nog, om in te schrijven op aandelen van coöperatieve genootschappen, die hetzelfde doel beoogen, zooals bij voorbeeld, een syndicaat voor ambachtswerktuigen, een coöperatieve vennootschap voor den gemeenschappelijken aankoop van waren, bestemd om door de kleinhandelaars in 't klein te worden voortverkocht, of van grondstoffen bestemd om door de kleinnijveraars te worden verwerkt of vervormd, of een vennootschap voor het oprichten van genootschappelijke werkhuizen. De credietvennootschappen zullen vervolgens ten doel hebben het discontereeren van door hare leden aangeboden facturen en handelseffecten en het doen van voorschotten op hunne handelszaak, alsmede op hunne waren. Ten slotte zullen zij al of niet tegen interest bewaargevingen aanvaarden. Er dient inderdaad voorzien, dat personen, die belang stellen in het welgelukken van een plaatselijke kas, aan deze mogelijk geld verschieten zonder vergelding of haar schenkingen of erflatingen doen, en ook dient de mogelijkheid voorzien, dat bewaargevers, uit hoofde van de omstandigheden, zich mochten tevreden stellen met den waarborg van zekerheid, die de bewaargeving bij een kas oplevert.

Een van de bijzonderste voordeelen die men van de nieuwe wetgeving verwacht, is wel de goedkoopheid en de bestendigheid van het bedrag van den interest. Twee beginsels werden in het voor-ontwerp te dien einde inge-

lascht, te weten, de uitsluiting van den geest van winstbejag en de onaanroerbaarheid van de reserven. Het eerste werd belichaamd in de bepaling, die de aan de maatschappelijke aandeelen uit te keeren dividenden op hoogsten 5 t. h. bepaalt; het tweede, in de toekenning van de reserven der kassen, bij ontbinding, aan de Nationale Credietkas.

Voortaan verstoken van de hoop op de verdeling van een aanzienlijken kasvoorraad, bij ontbinding van de vennootschap, zullen de leden niet meer geneigd zijn tot aanvulling van de reserve boven en sneller dan hetgeen noodig is, door het belasten van de ontleeners met een overdreven interest; vervolgens zal de beperking van het winstaandeel tot een bedrag, dat den gewonen interest niet overtreft, en waarbij alle drijfveer tot winstbeloering wordt afgewend, in denzelfden zin werken; ten slotte versterkt het beginsel der kosteloosheid van het ambt van beheerder of commissaris, dat alleen door middel van gematigde zitpenningen wordt bezoldigd, de voorgaande maatregelen en maakt eene nieuwe uitdrukking uit van de belanglooze bedoelingen, met dewelke de Raad de schets van wetsontwerp heeft opgevat en waarmede hij wenscht rekening te zien houden in de toepassing van de wet.

De bestendigheid van het interestbedrag is een punt, dat in groote mate de ambachtslieden en de kleinhandelaars bekommert. Daar zij zich niet kunnen onttrekken aan de verplichtingen, die zij aangegaan hebben, voornamelijk met het oog op den aankoop van hunne ambachtswerktuigen, de inrichting van hunnen winkel of de aanneming van werken van langen duur, dan na een vrij aanzienlijk getal jaren, hechten zij er een groot belang aan, beschermd te zijn tegen de schommelingen van de geldmarkt. In dit opzicht, is er reden om te gelooven, dat de instellingen, opgericht en beheerd met het uitsluitend doel van wederkeerige hulp, alleen de eenvoudige menschen begunstigend, die in een gemakkelijk te overschouwen gebied werkzaam zijn, en dus een gesloten midden uitmaken, waarvan de leden zich moeten tevreden stellen met een gering crediet, de hun opgelegde nederige rol zullen kunnen vervullen zonder te veel van de uitwendige schokken te lijden en dat zij bij machte zullen zijn om ten opzichte van hunne leden verbin-tenissen aan te gaan betreffende den interest, wat de groote uitstellingen niet zouden durven wagen. Het voorbeeld van sommige instellingen voor volkscrediet laat deze optimistische oplossing verwachten. De Nationale Credietkas zal overigens hare aandacht te vestigen hebben op het bedrag van den interest, den duur van het crediet en de voorwaarden, waarop de aflossing van de door de kassen aan hare leden gedane voorschotten geschieden zal.

De belangrijkheid van het crediet dat de leden genieten zullen, is nauw verbonden met het aantal maatschappelijke aandeelen, dat door hen wordt ingeschreven, onder voorbehoud nochtans van de verschillende wijzen door de Nationale Credietkas te bepalen. In beginsel zullen de vennoten tegenover de maatschappij gehouden zijn tot het bedrag van de ingeschreven aandeelen, maar het zal der Nationalen Credietkas vrij staan, hunne aansprakelijkheid te verhoogen tot een meervoud van deze inschrijving. Het is

evenwel wenschelijk, dat de Nationale Credietkas, in dit opzicht, in hare betrekkingen met de verscheidene kassen een eenvormigen regel aanneme.

Het verband tusschen het bedrag van het crediet en het getal maatschappelijke aandeelen zou de vennootschap kunnen blootstellen aan het gevaar, dat sommige deelnemers een al te grooten invloed mochten uitoefenen op de te nemen beslissingen. Om zulks te voorkomen, belast de schets van wetsontwerp de Nationale Credietkas het maximum aantal stemmen te bepalen, waarover de leden zullen beschikken, hoe groot ook het bedrag hunner inschrijving zij.

De winsten gaan, behalve hoogstens 5 t. h. als dividend op de maatschappelijke aandeelen, geheel naar de reserves. Tien t. h. wordt eerst en vooral aan de wettelijke reserve besteed en deze aanvulling duurt totdat die reserve de helft van het kapitaal bedraagt. Het overige van de winsten wordt, in plaats van tot nieuwe toekenning van dividend aan de deelnemers te worden aangewend, in een bijzonder reservefonds gestort. Dit fonds dient tot de vorming van de onaanroerende reserve, die nooit onder de deelnemers kan verdeeld worden en die, bij ontbinding, evenals de wettelijke reserve, na aanzuivering van het passief, naar de Nationale Credietkas overgaat. Dit bijzonder fonds mag worden aangewend tot afkoop van de maatschappelijke aandeelen en zoo zal van dan af de vennootschap met haar in eigendom toehoorende kapitalen werken.

In een credietinrichting zooals die waarvan de schets van wetsontwerp de verwezenlijking beoogt, is een duidelijke en eenvormige boekhouding hoofdzaak. Dus moet het toezicht van de Nationale Credietkas zonder onderbreking worden uitgeoefend, niet alleen over de boekhouding van de kassen, maar ook in voorkomend geval, over die van hare leden.

Het ware niet mogelijk, dat credietvennootschappen, die door de Nationale Credietkas zijn aangenomen of door haar zouden opgericht zijn, vrij bleven naar verkiezen ontbonden te worden. Om de ontijdige of ongerechtvaardigde ontbinding van eene kas te vermijden, moet de Nationale Credietkas op voorhand de aangevoerde reden onderzoeken en hare toelating verleen.

Wat de werking van de ontworpen credietinrichting aangaat, valt op te merken, dat de aanvragen om crediet moeten gerechtvaardigd zijn door een nauwkeurige opgave van het doel, waarvoor de voorschotten zullen dienen. De vennootschappen zullen dus moeten bevinden, dat het werkelijk ontleeningen geldt, die gedaan worden met het oog op de voortbrenging en zij zullen aldus bij machte zijn om aan de Nationale Credietkas beslissingen over te maken, genomen met kennis van de zaken, betreffende het bedrag van het te verleen crediet.

De kassen zullen er voor oppassen crediet te verleen, waardoor zij zich zouden blootstellen aan het gevaar voor stremming van kapitaal boven de middelen, waarover zij beschikken, of aan het gevaar voor commandites.

Het toezicht van de Nationale Credietkas zal bijdragen tot hare bescherming tegen dit gevaar, maar de bepaling, waarbij de Nationale Credietkas belast wordt met de getijdelijke vaststelling van het cijfer der aan elke kas

te verleenen voorschotten zal nog doelmatiger zijn. Slechts beschikkende over eene bepaalde som, om te voldoen aan al de credietaanvragen, die haar toevloeien, zullen de kassen zich in de onmogelijkheid bevinden om aan eenige onder hare leden overdreven crediet toe te staan. Eene andere maatregel, die bestemd is om de betrouwbaarheid van de kassen te verzekeren, spruit voort uit de verplichting die haar is opgelegd hare wettelijke reserves aan de Nationale Credietkas toe te vertrouwen. Deze mag ook van de kassen interestopbrengende bewaargevingen ontvangen. De over bovenmatige gelden beschikkende kassen zullen dus deze mogen overmaken aan de Nationale Credietkas, die ze zal kunnen aanwenden tot spijzing van de kassen, welke betrekkelijk veel credietaanvragen mochten hebben. De Credietkas zal op deze wijze optreden als bemiddelaarster en als vereffenaarster, wat haar natuurlijk past.

De tusschenkomst van den Staat is onontbeerlijk om de door den Raad aanbevolen credietinrichting leefbaar te maken. Zonder waarborg van den Staat zal het aan de kassen niet mogelijk zijn, vooral niet in 't begin, het publiek ervan te overtuigen haar zijn spaarpenningen toe te vertrouwen. Welnu, het is volstrekt noodig, dat de kassen over veel bewaargevingen beschikken, wil men dat zij leeningen en voorschotten kunnen toestaan.

De wijze van tusschenkomst, waarbij de Raad zich heeft aangesloten, bestaat in den waarborg. Het schijnt onvermijdelijk dat de Staat tot een bedrag van 50 miljoen frank het geheel van de verrichtingen der Nationale Credietkas waarborge; daaruit volgt, dat de bewaargevingen bij de door de Credietkas aangenomen plaatselijke en gewestelijke kassen, eveneens uit dezen waarborg nut zullen trekken.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas moet bovendien worden gemachtigd om een gedeelte van hare beschikbare gelden te gebruiken tot leeningen aan de Nationale Credietkas. Die medewerking zal bijdragen tot verzekering van de noodige middelen aan de nieuwe instelling, en tot het bezorgen van het vertrouwen van het publiek; zij zal tevens dit gelukkig uitwerksel hebben de bewaargevingen van de kleine spaarders te besteden aan de ontwikkeling van den middenstand, waartoe de meeste onder hen behooren.

Een andere maatregel, van aard om aan de plaatselijke kassen de vervulling van hare taak te vergemakkelijken, spruit voort uit de bepaling, volgens dewelke de haar toevertrouwde bewaargevingen niet mogen belast worden met een taks op het inkomen van meer dan 2 t. h. De gelden aan de Credietkassen toevertrouwd, zullen dus op dezelfde wijze behandeld worden als de bewaargevingen bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Al wat voorafgaat wordt uitgedrukt in de bepalingen van de schets van wetsontwerp. Benevens die gebiedende bepalingen bestaat er nog een reeks voorschriften, waarvan de Raad, gezien den huidige stand van de kennis die het publiek van de boekhouding heeft, geen *conditio sine qua non* tot het bekomen van de aanneming meende te moeten maken, maar aan welker naleving hij nochtans veel prijs hecht. Hij vestigt daarop de aandacht van hen, wie het beheer van de Nationale Credietkas zal worden toevertrouwd. Men mag niet uit het oog verliezen, dat de Credietkas, behalve hare wette-

lijke verplichtingen, ook tot zending heeft als opvoedster op te treden. Daar zij wegens haren toestand, als het middelpunt zal zijn, waartoe al de verrichtingen van de kassen samenloopen, zoo zal zij heel natuurlijk geroepen zijn om te haren opzichte de rol van regelend organisme en van afrekeningskamer te vervullen. Aldus zal zij gelegenheid vinden om door de kassen en dezer leden de voordeelen van de nieuwe innings- en betalingswijze te doen begrijpen en waardeeren. Zij zal zich vooral moeten inspannen tot algemeenmaking van het check-gebruik, ter vermijding van het gevaar en van de kosten, verbonden aan het gebruik en het vervoer van geld. Ook zal zij, wat niet anders dan goede uitkomsten opleveren kan, moeten werken tot uitbreiding van de domiciliëring, ten zetel van de vennootschap, van de door de leden te betalen effecten. Aldus zal het beheer van de kassen in staat zijn, doorlopend den gang van de zaken zijner leden na te gaan en zich rekening te geven van de oprechtheid in den omloop van de effecten. Een andere zeer belangrijke taak die de Credietkas zal hebben te vervullen, is, te pogen eenvoudige en duidelijke regelen in te voeren omtrent de boekhouding van de kassen, zoowel als omtrent die van hare leden. Naar gelang van de werking dezer instelling zullen andere behoeften aan 't licht worden gebracht; dienaangaande zoowel als wat de hoogerbedoelde punten aangaat, verwacht de Raad van de Nationale Credietkas bewijzen van initiatief, scherpzinnigheid en praktischen geest, ten einde den middenstand te begifigen met crediet, wat hij sedert lang reeds vraagt en waarop hij rekt om zijn toestand te verlichten, en het hem mogelijk te maken zich op behoorlijke wijze te ontwikkelen.

ANNEXE AU N° 35.

BIJLAGE VAN N° 35.

PROPOSITION DE LOI

concernant l'organisation du crédit
à la petite bourgeoisie commer-
çante et industrielle.

CHAPITRE I.

But et organisation.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un Institut National de
Crédit à la petite bourgeoisie com-
merçante et industrielle.

Cet établissement est doté de la
personnalité civile et fonctionne sous
le contrôle de l'État.

Son siège est à Bruxelles. L'Insti-
tut peut créer des agences.

ART. 2.

L'Institut National de Crédit a
pour objet d'organiser et de faciliter
le crédit aux petites entreprises com-
merciales et industrielles, de créer,
d'aider et de développer des caisses
locales ou régionales de crédit pro-
fessionnel ou interprofessionnel.

ART. 3.

Peuvent être agréées par l'Institut
National de Crédit, en vue de l'ap-
plication de la présente loi, les
caisses locales ou régionales de cré-
dit à la petite bourgeoisie commer-
çante et industrielle, constituées
sous la forme d'associations coopé-

WETSVOORSTEL

tot regeling van het crediet voor den
handeldrijvenden en industrieelen
middenstand.

EERSTE HOOFDSTUK.

Doel en regeling.

EERSTE ARTIKEL.

Er wordt eene Nationale Crediet-
instelling ten behoeve van den han-
deldrijvenden en industrieelen mid-
denstand tot stand gebracht.

Deze instelling wordt erkend als
rechtspersoon en werkt onder
s 'Rijks toezicht.

Haar zetel is gevestigd te Brussel.

Agentschappen kunnen door de
Instelling worden opgericht.

ART. 2.

De Nationale Credietinstelling
heeft ten doel, het crediet voor de
kleine handels- en nijverheidson-
dernemingen te regelen en te ver-
gemakkelijken, plaatselijke of ge-
westelijke kassen voor professioneel
of interprofessioneel crediet tot
stand te brengen, te steunen en uit
te breiden.

ART. 3.

Kunnen, voor de toepassing dezer
wet, door de Nationale Crediet-
instelling toegelaten worden, de
Plaatselijke of Gewestelijke Crediet-
kassen ten behoeve van den han-
deldrijvenden en industrieelen mid-
denstand, opgericht als samenwer-

ratives de crédit ou d'unions de crédit et ayant pour objet :

a) de faire des avances à leurs membres aux fins :

1° d'améliorer leur outillage ou leurs installations commerciales;

2° d'acheter les marchandises et les matières premières nécessaires à leur commerce ou à leur industrie;

3° de souscrire des parts dans des sociétés coopératives poursuivant les objets repris ci-dessus;

b) d'escompter les effets de commerce et les factures présentés par leurs membres, et de faire à ceux-ci des avances sur leur fonds de commerce, ainsi que sur les marchandises, sans toutefois dépasser 50 p.c. de la valeur de ces dernières;

c) de recevoir des capitaux en compte productif ou non d'intérêts.

Les revenus des dépôts aux caisses locales et régionales de crédit entreront dans la catégorie des revenus visés à l'article 17 de la loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

ART. 4.

Les caisses agréées sont régies par leurs statuts et par leurs règlements dûment approuvés par l'Institut.

kende credietverenigingen of als eenvoudige credietverenigingen en hebbende ten doel :

a) Het verleen van voorschotten aan hare leden :

1° tot verbetering van hunne werktuigen of van hunne handelsinrichtingen;

2° tot het aankopen van de waren en de grondstoffen die voor hun handel of hunne nijverheid noodzakelijk zijn;

3° tot het inschrijven voor aandeelen in samenwerkende maatschappijen die bovengemelde doeleinden nastreven.

b) Het disconteeren van de door hunne leden aangeboden wissels en facturen, het verstrekken van voorschotten aan deze leden op hunne bestaande zaak, alsmede op de koopwaren, doch zonder dat deze voorschotten 50 ten honderd van dezer waarde mogen overschrijden.

c) Het in bewaring nemen van al of niet rentegevende kapitalen.

De inkomsten wegens de in bewaring gegeven sommen in de Plaatselijke en Gewestelijke Credietkassen worden opgenomen in de categorie der inkomsten bedoeld bij artikel 17 der wet van 29 October 1919 tot vestiging der cedulaire belastingen op de inkomsten en der bijkomende belasting op het globaal inkomen.

ART. 4.

De toegelaten Kassen worden beheerd door hare statuten en door hare verordeningen, behoorlijk goedgekeurd door de Nationale Credietinstelling.

ART. 5.

L'approbation par l'Institut des statuts et des règlements sera subordonnée à l'observation des conditions suivantes :

a) Admission des membres limitée aux petits commerçants et petits industriels du ressort; détermination du ressort des caisses agréées;

b) Détermination et limitation du crédit à consentir, en tenant compte du nombre de parts souscrites, dans les limites et d'après les modalités arrêtées par l'Institut National;

c) Limitation du nombre maximum des voix attribuées aux membres, quel que soit le montant de leur participation; fixation du taux d'intérêt, de la durée et des conditions d'amortissement du crédit à accorder à chaque membre;

d) Stabilisation du taux de l'intérêt, pour des crédits accordés à long terme pour l'outillage et l'amélioration des installations commerciales, moyennant garanties à déterminer;

e) Gratuité des fonctions d'administrateur et de commissaire, en permettant, s'il y a lieu, l'allocation de jetons de présence dont le montant annuel ne pourra dépasser la somme de 600 francs par administrateur et 200 francs par commissaire;

f) Répartition des bénéfices de la manière suivante :

1° 10 p. c. au minimum à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire quand le montant de la réserve légale atteindra 50 p. c. du capital;

2° 5 p. c. au maximum à titre de

ART. 5.

De goedkeuring, door de Credietinstelling van de standregelen en de verordeningen is afhankelijk gesteld van de volgende voorwaarden :

a) Aanneming van leden, uitsluitend onder de kleinhandelaars en de kleinnijveraars van het gebied; vaststelling van het gebied der toegelaten kassen;

b) Vaststelling en beperking van het te verstrekken crediet met inachtneming van het getal ingeschreven aandelen, binnen de grenzen en op de wijzen bepaald door de Nationale Credietinstelling;

c) Beperking van het maximum getal der stemmen toegekend aan de leden, welke ook het bedrag van hun aandeel zij; vaststelling van den interest, van den duur en de voorwaarden der uitdelging van het aan elk lid te verleenen crediet;

d) Vestiging van een vasten interest voor de credieten op langen termijn, verleend voor de werktuigen en de verbetering der handelsinrichtingen, mits vooraf te bepalen waarborgen;

e) Kosteloos uitoefenen der bedieningen van beheerder en commissaris; desnoods kunnen zitpenningen toegekend worden, waarvan het jaarlijksch bedrag de som van zes honderd frank per beheerder en van twee honderd frank per commissaris niet mag overschrijden;

f) Verdeeling der winsten op de volgende wijze :

1° Minstens 10 t. h. aan de wettelijke reserve; deze voorafneming is niet meer verplichtend, zoodra het bedrag der wettelijke reserve 50 t. h. van het kapitaal bereikt;

2° Hoogstens 5 t. h. als dividend

dividende aux parts sociales, sur le montant dont elles sont libérées ;

3° Versement du surplus à un fonds de réserve spécial, sur lequel pourront être prélevés les fonds nécessaires au rachat des parts sociales ;

g) Contrôle de la comptabilité des caisses, et éventuellement de la comptabilité de leurs membres par l'Institut National de Crédit ;

h) Dissolution subordonnée à l'avis conforme de l'Institut National de Crédit ; attribution, dans ce cas, des réserves à l'Institut pour être consacrées au développement du crédit ;

i) Interdiction d'imposer à leurs membres des dispositions statutaires restrictives d'ordre politique, confessionnel ou philosophique.

CHAPITRE II.

Fonctionnement.

ART. 6.

Les demandes de crédit sont introduites auprès des caisses locales ou régionales. L'intéressé y fait connaître, de façon précise et complète, l'emploi qu'il compte faire des fonds sollicités, ainsi que les sûretés offertes en garantie des avances à intervenir.

ART. 7.

La caisse saisie, transmet à l'Institut National ou à une succursale du ressort, après information et délibération, les demandes de cré-

aan de maatschappelijke aandeelen, op het bedrag dat daarop werd gestort ;

3° Storting van het overblijvend gedeelte in een bijzonder reservefonds, waarvan de noodige gelden tot wederinkoop der maatschappelijke aandeelen kunnen afgenomen worden ;

g) Toezicht op de boekhouding der kassen en, zoo noodig, op de boekhouding hunner leden door de Nationale Credietinstelling ;

h) Ontbinding, mits eensluitend advies van de Nationale Credietinstelling ; in dit geval, toekenning van de reserves aan de Credietinstelling om te worden benuttigd tot uitbreiding van het crediet ;

i) Verbod, door hare statuten beperkende bepalingen in politiek, godsdienstig of wijsgeerig opzicht aan hare leden op te leggen.

HOOFDSTUK II.

Werking.

ART. 6.

De crediet-aanvragen worden bij de Plaatselijke of Gewestelijke Kassen ingediend. De belanghebbende doet daarin op nauwkeurige en volledige wijze kennen welk gebruik hij van de aangevraagde gelden wenscht te maken en welke waarborgen worden aangeboden tot zekerheid van de te verstrekken voorschotten.

ART. 7.

De betrokken Kas doet, na onderzoek en beraadslaging, de aanvragen geworden aan de Nationale Credietinstelling of aan een filiaal

dit, en y joignant tous les éléments d'appréciation utiles ainsi que la décision prise quant à l'octroi du crédit et à son import.

L'Institut National fixe périodiquement le chiffre des avances à allouer à chaque caisse locale ou régionale.

ART. 8.

L'Institut National a la garde des réserves légales des caisses locales et régionales. Il pourra recevoir de celles-ci des dépôts productifs d'intérêt et se livrer en leur faveur à toutes les opérations de réescompte. Il pourra affecter son actif à des placements productifs par l'achat de valeurs des trois catégories suivantes :

- a) Fonds publics ou autres valeurs garanties par l'État ;
- b) Obligations sur les provinces, les villes et les communes belges ;
- c) Cédulas ou prêts hypothécaires

ART. 9.

L'État est autorisé à garantir à concurrence de 50 millions l'ensemble des opérations de l'Institut National, en vue de l'objet de la présente loi.

L'Institut National se procure les ressources nécessaires à ces opérations sous le contrôle du Commissaire du Gouvernement désigné à l'article 13 ci-après.

in het gebied; zij voegt daarbij alle nuttige gegevens ter beoordeeling, alsmede de genomen beslissing betreffende het verleen van het crediet en diens bedrag.

Op bepaalde tijden stelt de Nationale Credietinstelling het cijfer vast der aan elke Plaatselijke of Gewestelijke Kas te verleen voorschotten.

ART. 8.

De Nationale Credietinstelling houdt de wettelijke reserve der Plaatselijke en Gewestelijke Kassen in bewaring. Van deze laatste kan zij rentegevende gelden in bewaring ontvangen; te hunnen behoeve kan zij alle herdiscontoverrichtingen doen. Zij kan haar actief tegen rente beleggen door het aankopen van waarden der drie volgende categoriën :

- a) Staatsfondsen of andere door den Staat gewaarborgde waarden;
- b) obligatiën van de Belgische provinciën, steden of gemeenten;
- c) Pandbrieven of hypothecaire leeningen.

ART. 9.

De Staat wordt gemachtigd de gezamenlijke verrichtingen van de Nationale Credietinstelling tot bereiking van het doel dezer wet te waarborgen, tot een bedrag van vijftig millioen.

De Nationale Credietinstelling verschaft zich de noodige geldmiddelen onder het toezicht van den bij onderstaand artikel 13 aangewezen Regeeringscommissaris.

ART. 10.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est autorisée à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts à l'Institut National de Crédit.

CHAPITRE III.

Administration.

ART. 11.

L'Institut National est administré par un conseil supérieur de neuf membres nommés par le Roi.

Un tiers au moins de ses membres est choisi parmi les administrateurs des caisses locales ou régionales agréées.

ART. 12.

Le conseil supérieur contrôle les caisses locales ou régionales. Il organise, s'il y a lieu, des agences de l'Institut National et désigne leurs Directeurs.

Il assure la gestion journalière des services de l'Institut.

ART. 13.

L'État est représenté près le conseil supérieur par un commissaire nommé par le Roi.

ART. 14.

Un arrêté royal fixera les émoluments afférents aux fonctions de membre du conseil supérieur et du Commissaire.

Les émoluments et traitements,

ART. 10.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt gemachtigd, een deel harer beschikbare gelden te beleggen in leeningen verstrekt aan de Nationale Credietinstelling.

HOOFDSTUK III.

Beheer.

ART. 11.

De Nationale Credietinstelling wordt beheerd door een en Hoogeren Raad van negen door den Koning benoemde leden.

Ten minste een derde dezer leden wordt gekozen onder de beheerders van de toegelaten Plaatselijke of Gewestelijke Kassen.

ART. 12.

De Hoogere Raad houdt toezicht op de Plaatselijke of Gewestelijke Kassen. Zoo het noodig is, brengt hij de agentschappen van de Nationale Credietinstelling tot stand en benoemt hij de bestuurders er van.

Hij zorgt voor den geregelden gang der diensten van de Instelling.

ART. 13.

De Staat wordt bij den Hoogeren Raad vertegenwoordigd door eenen Commissaris, dien de Koning benoemt.

ART. 14.

Een Koninklijk besluit bepaalt de verdiensten toegekend aan de leden van den Hoogeren Raad en aan den Commissaris.

De verdiensten en wedden, als-

ainsi que les frais d'administration de l'Institut National et de ses agences, sont à charge de l'État.

ART. 13.

Chaque année, le Gouvernement fera rapport aux Chambres au sujet de l'activité de l'Institut National de Crédit et leur communiquera les comptes et budgets de ce dernier.

mede de bestuurskosten van de Nationale Credietinstelling en van hare agentschappen komen ten laste van den Staat.

ART. 15.

Elk jaar brengt de Regeering aan de Kamers verslag uit over de werkzaamheid van de Nationale Credietinstelling en deelt haar de rekeningen en begrootingen van de Instelling mede.

Edouard PECHER,
A. MECHELYNCK,
D^r LAMBORELLE,
Paul NEVEN,
H. ROBYN,
BOVESSE.

